



Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire

Rapport Afrique N°246 | 8 mars 2017

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 149 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Le lac Tchad : un terrain fertile pour Boko Haram.....	3
A. Une histoire de peuplement complexe	3
B. Une région confrontée aux trafics et aux razzias.....	5
C. Une région attractive économiquement mais négligée politiquement	6
D. Le lac dans l'orbite du Borno nigérian : émigration, commerce et influence	8
1. Emigration économique et relations commerciales	8
2. Le Borno, « boarding school » pour de nombreux Tchadiens.....	9
III. Evolution de la menace Boko Haram au Tchad	11
A. Signes précurseurs	11
B. D'un conflit vif sur le sol tchadien à une menace plus diffuse	12
C. Redditions et retours sur les rives tchadiennes.....	14
IV. La réponse du gouvernement sur le lac.....	16
A. Une posture initiale de neutralité.....	16
B. Une implication progressive et un appareil militaire sollicité par les voisins	17
C. Nouvelle menace, ancienne stratégie : mécanismes de sécurité communautaire	19
1. Des chefs traditionnels entre le marteau et l'enclume.....	19
2. La création de comités de vigilance.....	20
D. Les faiblesses stratégiques de l'intervention tchadienne	21
V. L'impact de la crise sur les populations	23
A. L'économie du lac affectée	23
B. Risques de tensions communautaires et de stigmatisations.....	24
VI. Préparer la phase de stabilisation et renouer avec le développement.....	27
A. De l'urgence au développement : miser sur la connaissance pour des politiques adaptées	27
B. Rebâtir une relation fructueuse avec l'Etat	28
C. Traiter la question des prisonniers et déserteurs	29
VII. Conclusion	31
ANNEXES	
A. Carte du Tchad	32
B. Carte du bassin du lac Tchad	33
C. A propos de l'International Crisis Group	34
D. Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014	35
E. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	37

Synthèse

Depuis début 2015, les attaques du groupe jihadiste nigérian Boko Haram ont tué plusieurs centaines de personnes au Tchad, en ont déplacé plus de 100 000 et ont fortement affecté l'économie régionale du bassin du lac Tchad. La violence a culminé en 2015, avec des attentats-suicides dans la capitale et la région du Lac, et a décliné depuis. L'engagement militaire du pays et son rôle dans la lutte contre le terrorisme – autour du lac Tchad et ailleurs dans la région – ont apporté des gains diplomatiques significatifs, comme la toute récente nomination du ministre des Affaires étrangères Moussa Faki à la présidence de la Commission de l'Union africaine. Mais le risque sécuritaire n'a pas disparu. Pour faire face à cette menace continue tout en répondant aux besoins de la population, les autorités tchadiennes doivent s'appuyer sur le relatif succès de la coopération sécuritaire régionale, mais aussi commencer à inclure une plus grande composante civile dans leur approche, jusqu'à présent fortement militarisée, élaborer un programme de développement économique plus cohérent et mieux prendre en charge les anciens membres de Boko Haram.

L'impact de Boko Haram dans le pays s'est surtout fait sentir aux alentours du lac Tchad, dont une partie importante se trouve en territoire tchadien. Les activités agricoles, d'élevage et de pêche rendent prospère l'économie de la région, et attirent des migrants de toute la zone du Sahel, ce qui crée des tensions pour le contrôle des ressources. Boko Haram a su tirer profit de la géographie du lac, en particulier de son labyrinthe d'îles, pour y trouver refuge. L'influence culturelle et religieuse de l'état nigérian du Borno, d'où le groupe jihadiste est originaire, a facilité sa pénétration et il a pu mobiliser en manipulant des tensions communautaires qui agitent la région depuis de nombreuses années.

La présence de Boko Haram du côté tchadien du lac a tout d'abord été limitée. Mais la violence s'est rapidement intensifiée en 2015, en partie en réaction à l'intervention des forces tchadiennes dans les Etats voisins. Deux attentats-suicides dans la capitale N'Djamena et de nombreuses attaques contre des villages et des postes militaires ont suivi. La violence, qui n'a jamais atteint les niveaux enregistrés au Nigéria, au Cameroun et au Niger, a diminué début 2016. Cela s'est accompagné d'une vague de redditions de membres de Boko Haram dans la seconde moitié de l'année, mais qui n'a apparemment concerné que peu, voire aucun, des membres du noyau dur. Les attaques ont cependant continué tout au long de 2016, démontrant la résilience et l'adaptabilité du groupe jihadiste.

La violence déclenchée par Boko Haram avait déjà fait, début 2017, plus de 100 000 déplacés internes et 7 000 réfugiés sur le sol tchadien. En 2015, cette situation a intensifié d'anciens antagonismes entre communautés et rendu plus difficile la gestion des conflits au niveau communautaire. Plusieurs chefs traditionnels ont été pris entre deux feux. Certains ont été mis sous pression par les autorités nationales, d'autres ont été accusés de complicité ou ont été victimes d'attaque ciblées de Boko Haram et l'un d'entre eux a même été assassiné. Par ailleurs, la stigmatisation de certains membres de l'ethnie buduma, accusés d'être en collusion avec le groupe jihadiste, a été forte mais a diminué depuis que les violences ont décliné.

La réponse des autorités tchadiennes a avant tout été militaire, tant autour du lac qu'à travers des interventions dans les pays voisins. Un état d'urgence a été imposé

en novembre 2015 et renouvelé plusieurs fois depuis, et l'administration a été en partie militarisée. De nombreux membres présumés de Boko Haram qui avaient été faits prisonniers sur le sol tchadien ont été emprisonnés pendant de longues périodes en l'absence de procès. Des comités d'autodéfense ont été créés et ont joué un rôle important dans la lutte contre le groupe jihadiste. Mais la réponse résolument sécuritaire a eu un coût, notamment en restreignant la liberté de mouvement d'une population traditionnellement très mobile et fortement dépendante du commerce transfrontalier.

Alors que la première phase de la nouvelle offensive militaire des armées de la région (l'opération *Rawan Kada*) vient d'être lancée, les risques d'infiltration et de recrudescence des attaques sur le territoire tchadien sont réels. Un attentat ou une attaque de grande envergure pourraient agir comme un déclencheur et générer, comme en 2015, des phénomènes de stigmatisation, notamment à l'encontre de la population buduma. Jusqu'ici, les autorités tchadiennes n'ont réussi ni à définir les contours d'un véritable projet pour le lac, ni à accroître le périmètre d'actions civiles de l'Etat dans la zone. Une nouvelle stratégie de développement qui prenne en compte les besoins de la population du lac Tchad, au-delà de la lutte contre Boko Haram, doit être mise en œuvre.

La diminution de la menace que représente Boko Haram est étroitement liée aux politiques menées par les pays voisins, en premier lieu le Nigéria. Au Tchad, et en particulier dans la région du Lac, un certain nombre de mesures peuvent cependant être adoptées pour l'endiguer :

- ❑ Les autorités tchadiennes sont mal équipées pour la prise en charge des membres présumés de Boko Haram qui se sont rendus ou ont été capturés. Un processus d'identification doit être initié pour distinguer les véritables membres de ceux qui sont restés en marge du groupe ou n'y ont pas du tout été associés. Ces derniers devront être libérés et être intégrés dans de larges projets de développement communautaires s'adressant aux jeunes. Comme récemment le ministère de l'Intérieur du Niger voisin, les autorités tchadiennes devraient mettre au point un document-cadre qui définisse les conditions de prise en charge des personnes qui se sont rendues et le communiquer à leurs partenaires internationaux.
- ❑ Afin d'encourager les redditions, de contrer les messages radicaux violents, d'améliorer la communication des autorités et de permettre à la population locale d'exprimer ses préoccupations, les radios communautaires devraient être soutenues et développées. La plupart opèreront avant tout au niveau local, mais il serait utile d'envisager le développement de radios communautaires capables de couvrir toute la région du Lac afin de refléter pleinement la diversité et le degré d'intégration des populations. De telles radios, qui pourraient s'appuyer sur les initiatives existantes dans les pays voisins, devront diffuser leurs programmes dans un large éventail de langues locales et nationales, et inclure des messages de sensibilisation sur la prévention des conflits, des appels à se rendre adressés aux membres de Boko Haram et d'autres informations qui intéressent directement les habitants du lac telles que les prix du bétail.

Afin de contrebalancer cette approche sécuritaire dans la région du Lac et d'éviter sa militarisation, et pour répondre aux besoins d'une population affectée par la violence et les déplacements, notamment par le biais de meilleures stratégies de développement à plus long terme :

- ❑ Une plus grande dimension civile doit être progressivement développée, en associant davantage les autorités civiles locales aux décisions stratégiques et en développant une meilleure couverture administrative pour réactiver les services sociaux et s'assurer que les besoins de la population sont bien pris en compte. Afin d'encourager les fonctionnaires à travailler dans la région, un système temporaire de primes pourrait être envisagé. D'autres mesures de soutien aux initiatives communautaires en faveur de la cohésion sociale devraient être prises.
- ❑ Les autorités tchadiennes devraient proposer des options politiques claires sur le devenir du lac. Elles devraient soumettre un plan de développement à moyen et long termes pour la région du Lac, en collaboration avec les bailleurs de fonds et en consultation avec la population locale. Ce programme devrait tenir compte des besoins d'une population particulièrement mobile.
- ❑ Le risque de polarisation financière sur le lac au détriment d'autres régions ne doit pas être négligé. Le Tchad est un pays très pauvre aux multiples situations de précarité. Il convient donc de rééquilibrer le portefeuille de projets pour ne pas délaisser d'autres régions négligées.
- ❑ Les efforts bienvenus des bailleurs visant à lancer de nouveaux projets de développement dans la région doivent tenir compte des risques liés à l'injection d'importantes sommes d'argent pour ne pas renforcer certains facteurs de crise. Dans un premier temps, les agences de développement devraient financer une large étude socio-anthropologique afin de comprendre les logiques de mobilité de la population, la structure des ménages et d'examiner les modes possibles de participation des communautés locales aux programmes de développement.
- ❑ Les autorités tchadiennes devraient substituer aux politiques actuelles qui entravent les activités économiques autour du lac une politique d'encadrement, de protection et de relance de l'économie régionale. La réouverture d'un canal commercial sécurisé entre le Tchad et le Nigéria faciliterait les échanges entre les deux rives du lac et améliorerait ainsi les conditions de vie de la population.

Nairobi/Bruxelles, 8 mars 2017

Boko Haram au Tchad : au-delà de la réponse sécuritaire

I. Introduction

Au lendemain de l'élection présidentielle d'avril 2016 et de la reconduction d'Idriss Déby pour un cinquième mandat, le Tchad occupe aujourd'hui une place stratégique dans la lutte contre le terrorisme en Afrique. Avec l'élection à la tête de la Commission de l'Union africaine de son ministre des Affaires étrangères, Moussa Faki, le 31 janvier 2017, le régime tchadien récolte les fruits d'une diplomatie militaire active qui l'a conduit à intervenir dans de nombreux pays étrangers, y compris, depuis début 2015, contre le groupe jihadiste Boko Haram.¹

Pourtant, il fait toujours face à d'importants défis : une crise économique et financière majeure résultant à la fois de la chute des cours du pétrole et de la perturbation des échanges commerciaux avec le Nigéria et le Cameroun ; une absence d'alternance démocratique et le risque d'une crise de succession à venir ; et des menaces sécuritaires renouvelées à ses frontières (anarchie dans le Sud de la Libye qui a récemment incité les autorités tchadiennes à fermer leur frontière au Nord, dégradation de la situation en République centrafricaine (RCA) et problèmes persistants au Darfour).²

Par ailleurs, à la suite de l'intervention de son armée contre Boko Haram dans les pays voisins, le Tchad est lui-même confronté aux attaques terroristes du groupe jihadiste sur son sol, causant la mort de nombreux civils à N'Djamena et sur les îles et rives du lac Tchad et entraînant d'importants déplacements de populations. Bien que le nombre d'attaques ait très fortement baissé en 2016 au Tchad, la menace que représente Boko Haram est évolutive et s'inscrit certainement dans la durée. Le groupe terroriste a prospéré sur des problèmes structurels profonds au Nigéria. Leur traitement prendra du temps et les régions périphériques du Borno resteront longtemps vulnérables.

Dans ce rapport, Crisis Group ne propose pas une analyse de la structure, de la direction ou des moyens de Boko Haram, mais tente de décrypter les facteurs qui ont facilité la propagation des activités du groupe jihadiste au Tchad, notamment en analysant les caractéristiques historiques, culturelles et économiques de la zone du lac, et de comprendre l'impact des activités du groupe et de la réponse de l'Etat sur les communautés qui y vivent.³ Enfin, il formule des recommandations pour substi-

¹ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°233, *Tchad : entre ambitions et fragilités*, 30 mars 2016.

² « Le Tchad annonce la fermeture de sa frontière avec la Libye », Radio France Internationale (RFI), 6 janvier 2017.

³ Pour plus d'informations sur Boko Haram, voir « Comprendre Boko Haram », *Afrique contemporaine*, no. 255 (2015/3) ; Marc-Antoine Pérouse de Montclos, « A Sectarian Jihad in Nigeria: The Case of Boko Haram », *Small Wars & Insurgencies*, vol. 27, no. 5 (2016), p. 878-895 ; Andrew Walker, « Eat the Heart of the Infidel »: *The Harrowing of Nigeria and the Rise of Boko Haram* (London, 2016) ; et les rapports Afrique de Crisis Group N°216, *Curbing Violence in Nigeria (II)*:

tuer à une réponse principalement militaire une stratégie de stabilisation. Fondé sur des recherches menées lors de visites dans la région du lac Tchad et à N'Djamena en 2015 et 2016, ce rapport fait partie d'une série de publications de Crisis Group sur la menace jihadiste dans le Sahel et le bassin du lac Tchad.⁴

The Boko Haram Insurgency, 3 avril 2014 ; et N°168, *Northern Nigeria: Background to Conflict*, 20 décembre 2010.

⁴ Voir le briefing Afrique de Crisis Group N°120, *Boko Haram sur la défensive ?*, 26 mai 2016 ; et les rapports Afrique de Crisis Group N°241, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, 16 novembre 2016 ; N°242, *Nigeria: Women and the Boko Haram Insurgency*, 5 décembre 2016 ; N°244, *Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram*, 23 février 2017 ; et N°245, *Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection*, 27 février 2017.

II. Le lac Tchad : un terrain fertile pour Boko Haram

Au Tchad, à l'exception des deux attentats spectaculaires perpétrés à N'Djamena en 2015, les attaques et les recrutements de Boko Haram ont principalement visé la région du Lac. Tirant profit de l'histoire, de la géographie physique et humaine et du dynamisme économique de cet univers lacustre particulier, le groupe jihadiste y a trouvé, comme d'autres avant lui, à la fois un refuge face à la pression des armées de la région et une manne financière. Boko Haram a aussi su mobiliser des soutiens, souvent occasionnels, au sein de communautés parfois en concurrence et historiquement résistantes aux tentatives d'encadrement politique extérieur.⁵ La proximité géographique, linguistique, religieuse et culturelle avec la région nigériane du Borno, qui attire chaque année une forte immigration tchadienne, a facilité les recrutements et le déplacement du conflit sur les rives du Tchad. On verra cependant dans les prochains chapitres que la réponse militaire des Etats de la région mais surtout l'absence d'une vraie assise sociale du groupe au Tchad a limité cette expansion.

A. Une histoire de peuplement complexe

Souvent abordé sur le thème du réchauffement climatique, le lac Tchad fait face à une nouvelle menace et est devenu le théâtre d'un conflit entre Boko Haram et les Etats riverains, qui prend en étau les populations. L'histoire du peuplement de cette zone aide à comprendre l'implantation du groupe jihadiste.⁶ Au fil du temps, le lac est passé d'un espace de conquêtes à une région d'accueil des migrants économiques et climatiques et a parfois été investi par des insurrections armées.

Historiquement, le bassin du lac Tchad, au sens large et multinational, a fait l'objet de multiples conquêtes qui mêlaient contrôle politique, ambitions religieuses et mainmise brutale sur l'économie locale. Dans ce contexte, les îles du lac ont servi de zone de vie et de repli à des populations insoumises aux autorités politiques comme les Kouri et les Buduma (aussi appelés Yédina), majoritaires sur les îles.⁷ Bien qu'ouverts à l'arrivée de nouvelles populations, ils ont longtemps repoussé les influences extérieures des empires précoloniaux du Kanem, du Kanem-Bornou et du Baguirmi. Pendant la colonisation, ces populations ont souvent refusé de regrouper leurs villages pour faciliter le prélèvement de l'impôt.⁸

Aujourd'hui encore, ce désir d'autonomie subsiste. Les insulaires ne sont soumis ni à l'autorité de l'Alifa de Mao, qui s'arrête aux rives du lac, ni à celle de l'émir de Maiduguri, la capitale de l'état fédéré nigérian du Borno, et ont un sentiment d'ap-

⁵ Christian Seignobos, « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », *Afrique contemporaine*, no. 255 (2015/3).

⁶ Ségolène Royal, ministre française de l'Environnement, a signé le 28 janvier 2017 une convention pour la réhabilitation et la restauration des écosystèmes du lac Tchad et annoncé une aide d'un million d'euros pour le reboisement des alentours du lac. « Tchad : une convention pour la sauvegarde du lac Tchad », RFI, 29 janvier 2017.

⁷ Géraud Magrin, Jacques Lemoalle, Roland Pourtier, « Atlas du lac Tchad », *Passages*, no. 183, 2015 ; et Christian Bouquet, *Insulaires et riverains du lac Tchad*, thèse de doctorat d'Etat, vol. 1 & 2 (Paris, 1991).

⁸ Entretien de Crisis Group, député buduma, N'Djamena, septembre 2016.

partenance nationale peu développé.⁹ Ayant longtemps résisté aux conversions forcées, les Buduma n'ont choisi l'islam qu'au début du vingtième siècle, huit siècles après que l'empire du Kanem a mis cette religion au centre de son projet politique. Parfois stigmatisés et accusés de complicité avec Boko Haram, ils sont pourtant vus par les communautés voisines comme ayant une pratique inauthentique de l'islam.

L'histoire récente du lac est aussi faite de brassages. Au vingtième siècle, ses ressources ont attiré de nouvelles populations, ce qui a contribué à son essor économique, tout en créant une compétition pour le contrôle des îles et des terres de décrue, exacerbée par le conflit actuel. Des migrations haoussa vers les rives nigérianes au début du vingtième siècle à l'arrivée de pêcheurs venus du Sud du Tchad ou d'Afrique de l'Ouest quelques décennies plus tard, une multitude de communautés ont afflué sur le lac pour en faire une mosaïque ethnique et culturelle.

A partir de la grande sécheresse des années 1970 et du passage « au petit lac », la zone accueille de nouveaux réfugiés économiques, dont des agriculteurs, des éleveurs tchadiens, arabes, peul et kréda, ou encore toubou nigériens qui dévient leurs itinéraires de transhumance en quête de pâturages.¹⁰ La baisse des eaux fait apparaître de nouvelles îles, les campements saisonniers de pêcheurs deviennent des villages peuplés par des locaux mais aussi des agents de l'Etat et des soldats.¹¹ Ces quarante dernières années, cette « course au lac » en a fait une région au solde migratoire fortement positif. Le petit lac qui comptait 700 000 habitants en 1976 en abrite aujourd'hui environ 2,2 millions (13 millions avec son arrière-pays) et devrait en accueillir 3 millions en 2025.¹²

Du côté tchadien, le lac, qui n'est pas en tant que telle une région frondeuse car assez peu politisée, a été choisi à dessein par des groupes d'opposition armés. Ainsi, en 1978, la « troisième armée » (ou « Forces armées occidentales »), une subdivision du Front de libération nationale du Tchad (Frolinat), et plus tard le Mouvement populaire pour la libération du Tchad (MPLT) s'y sont installés et ont pu bénéficier de bases arrières du côté nigérian.¹³ Certains de leurs cadres étaient originaires de la zone et ont recruté de nombreux combattants parmi les populations du lac et de la région du Kanem. Dès l'arrivée au pouvoir de Déby en 1990, le Mouvement pour la défense de la démocratie (MDD), qui regroupait des partisans de l'ancien président Hissène Habré, a aussi tenté de s'établir dans les marécages du lac au-dessus de la

⁹ L'Alifa est le sultan de Mao, chef-lieu de la région du Kanem qui borde la région du lac, et se situe à côté de l'ancienne capitale du Royaume du Kanem, Njimi. Entretiens de Crisis Group, habitants buduma et kouri, Baga Sola, Bol, avril 2016.

¹⁰ Le « grand lac » est devenu le « moyen lac » dans les années 1950, et finalement un « petit lac » en 1973 « constitué de plusieurs plans d'eau séparés par des hauts fonds dont la Grande Barrière scindant les deux cuvettes ». « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », op. cit.

¹¹ Cela joue un rôle dans les disputes frontalières des années 1980 entre le Cameroun et le Nigéria pour l'île de Darak et entre le Nigéria et le Tchad près de Baga Kawa. Abdouraman Halirou, « Le conflit frontalier Cameroun-Nigeria dans le lac Tchad : les enjeux de l'île de Darak, disputée et partagée », *Cultures & Conflits*, no. 72 (2008). En 2000, des soldats tchadiens ont aussi occupé temporairement des îles camerounaises au nord de Darak.

¹² « Atlas du lac Tchad », op. cit.

¹³ Marielle Debos, *Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres* (Paris, 2013).

Grande Barrière.¹⁴ Ses combattants ont finalement été défaits par l'armée tchadienne au milieu des années 1990, certains intégrant l'armée tandis que d'autres fuyaient au Nigéria. Aujourd'hui, les chefs des rébellions successives ayant évolué sur le lac ne sont plus une menace pour le régime.¹⁵

B. Une région confrontée aux trafics et aux razzias

Boko Haram s'est appuyé en partie sur les réseaux de contrebande qui opèrent sur le lac et a multiplié les razzias contre les habitants et les commerçants. Il s'est ainsi inscrit dans la longue histoire des razzias dans la région, source pour leurs auteurs de richesse et de reconnaissance sociale.¹⁶ Aujourd'hui encore, cette valorisation, qui donne la possibilité de choisir une femme, favorise sans doute les logiques d'adhésion ou d'alliance avec Boko Haram.¹⁷ Ainsi, selon plusieurs sources, les combattants parlent très souvent de mariage pendant leur temps de repos.¹⁸

Jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle, les razzias, notamment d'esclaves, menées par les sultanats et les empires, ont poussé certaines populations à se réfugier sur les îles. Des commerçants en armes ont également mené des expéditions guerrières, parfois accompagnées de prosélytisme religieux.¹⁹ Ces dernières décennies, des raids de plus faible envergure ont été menés par des insulaires qui se cachent dans les roseaux, notamment pour voler des troupeaux ou des bateaux de pêche. L'organisation de certaines sociétés insulaires autour de chefs de guerre, les *kella*, pouvant s'entendre sur l'attribution des zones de razzia, a facilité ce phénomène.²⁰

Au sortir de l'ère coloniale, le dynamisme de l'économie et la très faible présence des Etats ont abouti à l'émergence de divers trafics (carburant, médicaments, stupéfiants, armes, êtres humains, papiers d'identité), parfois avec la complicité des douaniers, favorisant le développement de contre-pouvoirs illégaux sur le lac.²¹ Sa topographie, son couvert végétal particulier et les difficultés de circulation à travers son labyrinthe d'îles ont aussi contribué à l'essor des trafics.

En outre, depuis 30 ans, le phénomène des coupeurs de routes (*zarginas*) a pris de l'ampleur en raison de l'appauvrissement des éleveurs provoqué par la sécheresse et du déversement d'armes dans la région au cours des guerres civiles tchadiennes. De nombreux anciens rebelles tchadiens ou des militaires, parfois les deux à la fois, sont également devenus des coupeurs de route avant de mettre leurs compétences au service de Boko Haram. Parmi eux, Mustapha Chad, ancien soldat tchadien pré-

¹⁴ Anne-Charlotte Goupil, « Etude sur le contexte social, économique, historique de la région du Lac au Tchad », Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, février 2016. Entretien de Crisis Group, ancien cadre d'une rébellion du lac, N'Djamena, septembre 2016.

¹⁵ Certains comme Moussa Medela, chef du MDD, ont obtenu des postes à responsabilité. Entretien de Crisis Group, ancien cadre d'une rébellion du lac, septembre 2016.

¹⁶ Autrefois, les chants de l'empire du Kanem-Bornou glorifiaient les pilliers, à qui on attribuait des actes d'héroïsme. *Le métier des armes au Tchad*, op. cit., p. 50-51.

¹⁷ Briefing de Crisis Group, *Boko Haram sur la défensive ?*, op. cit.

¹⁸ Entretiens de Crisis Group, réfugiés et ancienne otage de Boko Haram, Minawao et Yaoundé (Cameroun), mars, avril 2016. Briefing de Crisis Group, *Boko Haram sur la défensive ?*, op. cit.

¹⁹ Ainsi, certains marchands arabes comme Awlad Suleyman sont venus de Libye pour rejoindre le Nord du lac, notamment afin d'y contrôler l'économie. *Le métier des armes au Tchad*, op. cit.

²⁰ « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », op. cit.

²¹ Ibid.

sumé, aurait selon certaines sources mené l'attaque de Boko Haram sur Gwoza dans l'état du Borno en août 2014.²² Des prisonniers tchadiens suspectés d'appartenir à la secte disent aussi avoir servi dans l'Armée nationale tchadienne (ANT).²³ Boko Haram a su associer et incorporer certains groupes de trafiquants et de bandits pour s'approvisionner et vendre ses prises.²⁴

C. *Une région attractive économiquement mais négligée politiquement*

L'implantation de Boko Haram sur le lac et le recrutement de jeunes sans réelles perspectives d'insertion dans une zone pourtant dynamique sur le plan économique mettent en relief les défaillances des Etats de la région dans leurs périphéries. En effet, l'attractivité économique du lac et ses ressources en ont fait un carrefour commercial qui contraste avec l'insuffisance et l'inconstance des politiques publiques menées par les Etats riverains.

Au Nigéria, les politiques d'aménagement des années 1970 et 1980, comme les grands projets d'irrigation (ancien Baga Polder Project), ont créé de nombreux emplois, notamment pour des migrants tchadiens, mais ont connu un succès relatif.²⁵ Au Niger et surtout au Cameroun, le lac a été considéré jusqu'aux années 1990 comme une périphérie lointaine. Au Niger, malgré la construction d'une route reliant Diffa et N'Guigmi en 1975, il a fallu attendre la fin des années 1990 pour que l'Etat réinvestisse de manière significative la zone de la Komadougou sous l'effet conjugué de l'arrivée au pouvoir de Mamadou Tandja (président de la République de 1999 à 2010, et dont un des fiefs est proche de Diffa) et de la proximité des sites pétroliers d'Agadem.²⁶ Aujourd'hui, si Diffa est bien mieux équipée et plus riche que de nombreuses autres villes du Niger, les villages nigériens du lac demeurent marginalisés. Au Cameroun, l'Extrême-Nord n'est devenu un sujet de préoccupation que tardivement, notamment à la suite du développement du phénomène des coupeurs de routes.²⁷

Contrairement aux capitales voisines, pour N'Djamena, la zone du lac Tchad n'est pas une périphérie lointaine d'un point de vue géographique et plus de la moitié de la superficie du lac se trouve dans les frontières territoriales du Tchad.²⁸ De surcroît, souvent appelé « le jardin de N'Djamena », le lac et ses polders (terres aménagées) approvisionnent la capitale en poisson et en produits agricoles et le siège de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), chargée notamment de la gestion de ses ressources, est à N'Djamena. Pourtant, il conserve des attributs d'espace périphérique, culturellement et politiquement éloigné des centres de pouvoir et de décision. Il aura

²² « A Sectarian Jihad in Nigeria », op. cit.

²³ Entretien de Crisis Group, personnel pénitentiaire, Maroua (Cameroun), mars 2016.

²⁴ Briefing de Crisis Group, *Boko Haram sur la défensive ?*, op. cit.

²⁵ *Insulaires et riverains du lac Tchad*, op. cit.

²⁶ Jacques Lemoalle, Géraud Magrin (dir.), *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles* (Marseille, 2014).

²⁷ Rapport de Crisis Group, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, op. cit.

²⁸ N'Djamena se trouve à une centaine de kilomètres du lac et à moins de 350 kilomètres de Bol, le chef-lieu de la région.

d'ailleurs fallu attendre octobre 2015 et les attentats de Baga Sola, aux abords du lac, pour que le président tchadien visite le lac pour la première fois de sa vie.²⁹

Relativement épargné par les guerres civiles, peu politisé et ayant produit peu d'élites, le petit lac Tchad est demeuré largement hors des radars des régimes successifs. Si le Rassemblement pour la démocratie et le progrès (RDP) de l'ancien président Lol Mahamat Choua continue à recueillir les suffrages de nombreux Kanembou à Mao et sur les berges du lac, il n'est pas perçu par le pouvoir central comme une menace et s'est même allié au parti du président Déby, le Mouvement patriotique du Salut (MPS) lors de la dernière élection présidentielle. En outre, parmi les six députés de la région du Lac, deux sont affiliés au RDP et quatre au MPS. Les élites du lac sont également peu présentes à N'Djamena.³⁰

L'intérêt de l'Etat tchadien pour le lac a beaucoup fluctué. Dans les années 1960, il s'y est investi avec la création de la Société de développement du lac Tchad (Sodelac) et la construction de polders.³¹ Mais les guerres civiles des années 1970 combinées aux programmes d'ajustement structurel ont considérablement réduit le financement de projets et seuls quelques bailleurs internationaux ont continué à financer la Sodelac, entre autres pour des travaux d'irrigation.³² Dans les années 1980, Hissène Habré a lancé, avec l'aide de l'ONU, un projet intégré de développement d'infrastructures routières et d'une ferme semencière, notamment, mais les soubresauts sécuritaires ont une nouvelle fois réduit ces initiatives à néant.

L'augmentation des revenus pétroliers à partir de 2007 a légèrement changé la donne. Alors que l'Etat multiplie les investissements en infrastructures à N'Djamena, Abéché et d'autres grandes villes du pays, certaines localités du lac en bénéficient aussi, bien que modérément. Ainsi, pour accompagner les projets inaboutis de décentralisation, des infrastructures (collège, hôpital) sont construites à Ngouri, alors érigé en chef-lieu, à Bol et Guitté.³³

Malgré le dynamisme économique de la zone, l'accès aux biens publics est faible, et très largement en deçà de la moyenne nationale. Ainsi, le taux brut de scolarisation dans la partie tchadienne du lac est de moins de 30 pour cent et des « maîtres communautaires », c'est-à-dire des parents d'élèves, tiennent généralement lieu d'enseignants.³⁴ Il y a seulement un médecin pour 140 000 habitants, soit environ

²⁹ Entretien de Crisis Group, diplomate, N'Djamena, septembre 2016.

³⁰ Le ministre de la Pêche, le représentant de la Communauté économique et monétaire des Etats d'Afrique centrale (Cemac) au Tchad ainsi que le chef du parti Action pour la République, la démocratie et le développement (ARD) et ex-candidat à la présidentielle viennent de la région mais influent peu sur les décisions du régime. Le chef du canton de Bol a plusieurs fois été ministre et ambassadeur mais ses relations avec les autorités administratives ont parfois été difficiles et il aurait été démis de ses fonctions. Entretiens de Crisis Group, député buduma, N'Djamena, septembre 2016 ; autorités traditionnelles au lac et agent des renseignements militaires tchadiens, avril 2016.

³¹ La Sodelac est une entreprise publique qui intervient depuis 1967 dans le domaine de l'aménagement de surfaces agricoles et de travaux hydro-agricoles dans la région du Lac.

³² Christian Bouquet, « Le lac Tchad, un indicateur plus complexe qu'il n'y paraît », *The Conversation*, 11 décembre 2015.

³³ *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*, op. cit.

³⁴ Entretien de Crisis Group, acteur du développement, N'Djamena, septembre 2016.

quatre fois moins que la moyenne nationale.³⁵ Le découpage politique du lac en quatre Etats distincts n'a pas permis de faire de cet espace frontalier une zone intégrée en matière de services pour les habitants et a contribué à ce que ces derniers tournent le dos à leurs capitales.

La relation distante, voire méfiante, des populations insulaires vis-à-vis des Etats, et les taux d'alphabétisation très faibles ont certainement favorisé les adhésions et les pratiques d'endoctrinement sur le lac. Dans ces régions en carence de services publics, Boko Haram a su se rendre attractif et parfois même proposer des alternatives. Selon une récente étude réalisée au Nigéria, de nombreux jeunes, y compris des femmes, estiment que le groupe offre des « occasions uniques » en matière d'accès à une éducation islamique et à une forme de pouvoir social.³⁶

D. *Le lac dans l'orbite du Borno nigérian : émigration, commerce et influence*

La porosité des frontières dans une région depuis longtemps dans l'orbite nigérienne a facilité la propagation de la menace que représente Boko Haram aux rives tchadiennes du lac.³⁷ Culturellement, le lac fait partie de l'ancien empire du Kanem-Bornou et l'organisation politique, la langue et les coutumes des Kanembou au Tchad sont très similaires à celles des Kanouri nigériens.³⁸ L'économie sur les rives et les îles tchadiennes est très orientée vers Maiduguri, épice de Boko Haram au Nigéria, qui sert de plateforme commerciale mais aussi de centre religieux et culturel à de nombreux migrants tchadiens.

1. *Emigration économique et relations commerciales*

Les rives tchadiennes du lac sont depuis longtemps moins tournées vers N'Djamena que vers Maiduguri. Sur les îles, on utilise le naira, la monnaie nigérienne. Pour beaucoup de Buduma, Kouri et Kanembou, le sentiment d'appartenance nationale est peu développé et ne s'est manifesté qu'à de rares occasions.³⁹ Ils ont l'habitude de circuler librement au-delà des frontières, en fonction des aléas climatiques et des opportunités économiques, et possèdent souvent des papiers d'identité de plusieurs des pays riverains. Pour beaucoup de jeunes Tchadiens de la région, le voyage au Nigéria est une étape décisive pour amasser du capital et constituer une dot. De nombreux Buduma tchadiens ont travaillé comme bouviers du côté nigérian du lac afin d'acheter des bêtes avant de revenir se marier chez eux.⁴⁰

³⁵ C'est bien moins que dans l'Extrême-Nord du Cameroun (1/52 000) ou la région de Diffa au Niger (1/24 500), toutes deux situées près du lac. *Le développement du lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*, op. cit.

³⁶ « Motivations and empty promises. Voices of former Boko Haram combatants and Nigerian youth », Mercy Corps, avril 2016. Rapport de Crisis Group, *Nigeria: Women and the Boko Haram Insurgency*, op. cit.

³⁷ « L'ensemble des pays d'influence française au centre africain se trouvera fatalement entraîné dans l'orbite du Bornou et de Bénoué, vraie voie de pénétration commerciale qu'emprunteront inévitablement les importations ». D'Huart, « Le Tchad et ses habitants. Notes de géographie physique et humaine », *La Géographie*, vol. 9, 15 mars 1904, p. 161-176.

³⁸ « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », op. cit.

³⁹ En 1983, lors d'affrontements entre soldats tchadiens et nigériens sur le lac, les populations des îles se sont exceptionnellement réclamées d'une appartenance nationale.

⁴⁰ Entretiens de Crisis Group, habitants du lac Tchad, Baga Sola, Bol, septembre 2015, avril 2016.

Les migrations climatiques et économiques ont connu des pics pendant les périodes de grande sécheresse des années 1970. De nombreux éleveurs tchadiens ont traversé la cuvette Nord pour se rendre à la frontière entre le Nigéria et le Niger en quête de pâturages. A cette même période, des pêcheurs buduma s'installaient à Baga Kawa sur les rives nigérianes pendant plusieurs mois de l'année pour pêcher et vendre du poisson, s'adaptant ainsi aux fluctuations du lac. Enfin, de nombreux Kanembou des rives tchadiennes ont cherché du travail dans les ports ou débarcadères (*baga* en kanembou ou kanouri) du Nigéria : Baga Kawa, Malam-Fatori ou encore Woulgo.⁴¹

Les affrontements entre Boko Haram et les armées de la région ont particulièrement touché ces ports qui servaient de centres de collecte de revenus mais aussi de marqueurs de territorialité pour le groupe jihadiste.⁴² Son assaut sur le bourg de Baga Kawa en janvier 2015, l'un des principaux marchés du Borno lacustre qu'il contrôlait auparavant, a fait 2 000 morts et provoqué la fuite à travers le lac de nombreux Tchadiens et Nigériens.⁴³ Plus généralement, les attaques du groupe islamiste sur les rives nigérianes et la contre-insurrection parfois violente des armées de la région ont entraîné des déplacements massifs, facilitant l'expansion du conflit sur le lac et les rives tchadiennes.

2. Le Borno, « boarding school » pour de nombreux Tchadiens

L'émigration de nombreux jeunes Tchadiens au Borno a aussi emprunté les chemins de l'école religieuse. Depuis longtemps, des enfants et jeunes hommes tchadiens vont étudier à Maiduguri, centre culturel et religieux de la région. C'est encore plus vrai pour les populations qui vivent sur les rives ou les îles du lac Tchad.

Dès les années 1960, les écoles coraniques reçoivent davantage d'élèves, parfois en plein air et à même le sol, que les écoles publiques, alors peu nombreuses et dirigées plutôt par des chrétiens venus du Sud du pays. De jeunes Kanembou apprennent le Coran auprès des *mallum* (maître, marabout) dans les villes-îles de Nguéléa, non loin de Baga Sola, à Liwa (Nord-Est du lac), dans beaucoup de petits villages ou même plus loin à Mao.⁴⁴

Beaucoup de ces jeunes prennent alors la direction de Maiduguri ou de Monguno (au Borno) pour poursuivre des études supérieures dans des *changai* (écoles coraniques supérieures).⁴⁵ Ils passent ainsi plusieurs années au Nigéria dans un périple qui s'apparente souvent à un rite initiatique : « il faut étudier loin de la maison et revenir plus tard », dit un habitant de Baga Sola.⁴⁶ Ces trajectoires mêlent souvent apprentissage religieux et économie de survie, notamment avec la mendicité. Ainsi, à Baga Sola et à Bol, les récits d'enfants partis rejoindre les écoles coraniques du Borno sont légion : « quand j'étais plus jeune, un marabout tchadien nous a récupérés, on

⁴¹ De nombreux jeunes hommes sont arrivés de Bol à Baga Kawa entre 1973 et 1975 à la recherche d'un emploi. Ces données étaient fournies à l'époque par les « *fatoma* », hôteliers d'origine tchadienne qui reçoivent les pêcheurs. *Insulaires et riverains du lac Tchad*, op. cit.

⁴² Entretien de Crisis Group, expert militaire, N'Djamena, avril 2016.

⁴³ « Nigéria : un raid de Boko Haram fait plus de 2000 morts », La Dépêche (ladepeche.fr), 10 janvier 2015.

⁴⁴ *Insulaires et riverains du lac Tchad*, op. cit.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, jeunes Tchadiens partis étudier à Maiduguri, Baga Sola, avril 2016.

était 40 enfants tchadiens et on est parti à Maiduguri pendant trois ans pour étudier. On devait demander de l'argent et de la nourriture aux gens. Puis mon marabout a voulu rentrer donc nous sommes rentrés ». ⁴⁷

L'explosion démographique qui s'amorce dans les années 1970 dans la région du Lac et l'absence de politiques publiques en mesure d'accompagner ces arrivées massives de populations ont alimenté ces départs vers le Nigéria. Si une grande majorité des enfants partis étudier au Borno sont rentrés sans incidences au Tchad, certains y ont cependant été exposés aux prêches d'*oulémas* proches de Boko Haram, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des écoles coraniques. D'autres ont dû fuir ou ont été rapatriés lorsque l'armée nigériane est intervenue manu militari. En 2009 et 2012, des centaines d'enfants tchadiens ont fui à Ngouboua au Tchad après avoir été expulsés des écoles coraniques du Borno ou parce que les villages où ils vivaient avaient été « brûlés par les militaires nigériens ». ⁴⁸

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ « Des centaines de migrants tchadiens fuient le Nigéria », RFI, 29 février 2012.

III. Evolution de la menace Boko Haram au Tchad

Pendant de longues années, Boko Haram était essentiellement actif dans l'état du Borno au Nigéria, son fief historique. Mais depuis début 2014, la menace s'est régionalisée et les attaques contre les civils ou les positions militaires se sont multipliées dans le Nord du Cameroun depuis mars 2014, le Sud du Niger et l'Ouest du Tchad depuis début 2015.

On date souvent l'arrivée du phénomène Boko Haram au Tchad au 12 février 2015, jour de la première attaque perpétrée par le groupe terroriste à Ngouboua sur les rives du lac Tchad. Ce constat est à nuancer. Certes, le Tchad n'a pas été visé avant que le pays décide d'entrer en guerre aux côtés de ses voisins en janvier 2015 (voir chapitre suivant). Ce casus belli a mis fin au pacte de non-agression tacite entre Boko Haram et le Tchad et a été très rapidement suivi de déclarations de guerre de Shekau : « les rois d'Afrique, je vous défie de m'attaquer maintenant, je suis prêt », a-t-il lancé.⁴⁹ Mais la stratégie d'investissement du lac Tchad n'est pas nouvelle. Dès 2013, les combattants de Boko Haram qui utilisent Baga Kawa comme point d'appui naviguent sur le lac avec la complicité de conducteurs de hors-bords locaux autochtones qui connaissent bien le milieu lacustre.

A. Signes précurseurs

Avant 2010, le développement de Boko Haram à Maiduguri n'a pas affecté N'Djamena ni les autres grandes villes du Nord et de l'Est du Tchad, marquées par des cultures très différentes et la prédominance de la langue arabe. Ainsi, ni l'opposition armée « classique » tchadienne, ni les associations fondamentalistes (ou rigoristes) qui entretiennent pourtant une relation difficile avec l'Etat, n'ont jusqu'aujourd'hui cherché à exploiter ou à politiser le phénomène.⁵⁰

Pourtant, dès le début des années 2000, des Kanouri et des Bornouan vivant à N'Djamena écoutaient sur cassettes audio les prêches du fondateur de Boko Haram, Mohamed Yusuf. Certains collaient même des autocollants à son effigie sur leurs voitures. Ses disciples tchadiens revenaient régulièrement prêcher dans la capitale.⁵¹ Yusuf formulait une critique violente de l'Etat nigérian, incitant même parfois à la lutte armée.⁵² Mais à N'Djamena, son auditoire cherchait aussi une proximité linguistique : « ça nous faisait surtout du bien d'écouter la parole de Dieu dans notre langue », note un chef religieux kanouri.⁵³ Ainsi, la religion a ses greffons communautaires et linguistiques qui aident aussi à pénétrer le tissu social.

Le virage de Boko Haram vers la violence armée, qui entraîne et se poursuit après la mort de Yusuf en 2009, a profondément modifié ces logiques d'adhésion. Beau-

⁴⁹ « Boko Haram : Shekau menace Déby, Biya et Issoufou », *Jeune Afrique*, 21 janvier 2015.

⁵⁰ En outre, les associations dites wahhabites comme Ansar al Suna Muhamadiya, qui bien que suspendue par l'Etat conserve une antenne sur les rives tchadiennes du lac, ont pris des positions claires contre Boko Haram, faisant écho aux condamnations plus générales d'autres groupes fondamentalistes tchadiens. Rapport de Crisis Group, *Tchad : entre ambitions et fragilités*, op. cit.

⁵¹ Entretiens de Crisis Group, chefs religieux, universitaires, N'Djamena, avril 2016.

⁵² Elodie Aparid, « Les mots de Boko Haram. Décryptages de discours de Mohammed Yusuf et d'Abubakar Shekau », *Afrique contemporaine*, no. 255 (2015).

⁵³ Entretien de Crisis Group, chef religieux kanouri, N'Djamena, avril 2016.

coup de Bornouan de N'Djamena ont jeté leurs cassettes par peur d'être arrêtés. « Aujourd'hui, quand on prononce le nom de Yusuf, les gens ont peur », confiait récemment un universitaire kanouri, avant d'ajouter : « quant à Shekau – devenu chef de Boko Haram –, personne ne l'a jamais écouté, c'est un sanguinaire abruti ». ⁵⁴ Après les attaques de Boko Haram en juin et juillet 2015 à N'Djamena, les fouilles et les arrestations de Kanouri, Haoussa et Bornouan se sont multipliées, créant un profond sentiment d'exclusion. Certains de ces individus sont toujours emprisonnés alors que d'autres viennent seulement d'être libérés. ⁵⁵

Des témoignages, parfois indirects, évoquent un prosélytisme religieux, des sonneries de téléphones portables reprenant des prêches radicaux, et la vente de contenus vidéo sur les marchés des îles tchadiennes même avant 2014-2015. ⁵⁶ Par ailleurs, le groupe compte depuis longtemps des Tchadiens dans ses rangs. Des Tchadiens sont suivis depuis plusieurs années par les services de renseignement des pays voisins et certains ont été emprisonnés dès 2011, notamment à la prison de Maroua. ⁵⁷ Plus récemment, en juin 2016, de nombreux combattants tchadiens auraient participé à l'offensive de Bosso au Niger.

B. *D'un conflit vif sur le sol tchadien à une menace plus diffuse*

Habitué aux rébellions à base ethnico-régionale, le Tchad fait face en 2015 à une menace sécuritaire nouvelle. Les premières attaques jihadistes sur son sol ont lieu quelques jours après l'intervention de l'armée tchadienne contre Boko Haram dans les pays voisins (voir chapitre suivant). Tout au long de l'année, le groupe mène de nombreux raids contre des villages sur les rives du lac, perpètre des attentats-suicides à N'Djamena en juin et juillet 2015 et à Baga Sola en octobre 2015, tuant en un an plusieurs centaines de civils. Sur les îles, de très nombreux villageois sont enlevés, comme à Litri et Kaoudjiram en septembre 2015. Une centaine de militaires sont tués lors d'embuscades ou de combats contre Boko Haram dans la région du Lac. ⁵⁸

En 2016, la situation sécuritaire s'est très largement améliorée sur les rivages tchadiens du lac. Le pays a été moins touché par les activités de Boko Haram que ses voisins, ce qui s'explique sans doute en partie par une stratégie militaire d'endiguement et une emprise sociale plus tardive et moins forte du groupe. En effet, celui-ci n'y a jamais contrôlé de territoires, n'y a pas constitué de véritable base sociale et depuis les attentats de Guitté et Mittériné, début 2016, n'y a pas conduit d'actions spectaculaires. ⁵⁹ Le déploiement d'un dispositif militaire important du contingent tchadien de la force multinationale mixte (FMM) dans le lac près des frontières et de l'Armée nationale tchadienne (ANT) sur les rives a permis de fortement limiter

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Bien que le climat de suspicion se soit depuis dissipé, les jeunes hommes se sentent frustrés et dénoncent un amalgame : « ce qui se passe au Nigéria ne nous regarde pas », confie l'un d'eux. En 2015, des chefs religieux ont entamé des campagnes de sensibilisation pour désamorcer ces tensions. Entretiens de Crisis Group, jeunes Kanouri, N'Djamena, avril 2016.

⁵⁶ Entretiens de Crisis Group, acteurs humanitaires et résidents du lac, Baga Sola, Bol, avril 2016.

⁵⁷ Rapport de Crisis Group, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, op. cit.

⁵⁸ Entretiens de Crisis Group, experts sécuritaires, N'Djamena, avril 2016.

⁵⁹ « Des attentats-suicides meurtriers attribués à Boko Haram ont frappé le Tchad et le Nigéria », France 24, 1^{er} février 2016.

l'expansion du conflit. Cependant, la fermeture de la frontière combinée à la mise en œuvre de l'état d'urgence ont aussi abouti à des restrictions sur le commerce, qui ont eu un impact important sur les populations (voir ci-dessous chapitre V.A.). En outre, les infiltrations sont fréquentes au Tchad et le groupe continue à faire des victimes.

Malgré cette amélioration, la menace Boko Haram n'est pas complètement maîtrisée. Alors qu'en 2015 et début 2016, les attaques du côté tchadien touchaient davantage la cuvette Sud du lac, depuis mi-2016, elles se concentrent dans une zone reliant Kaiga Kindjiria, Bohoma et Tchoukoutalia dans la cuvette Nord et visent des civils et des militaires.⁶⁰ Entre juillet et septembre 2016, elles ont même connu une légère recrudescence, conséquence notamment de l'opération *Gama Aiki* lancée par la FMM. Les coups de boutoir des armées de la région au Nigéria et au Niger ont entraîné le déplacement de groupes d'individus du côté tchadien. Ainsi, des personnes suspectées d'appartenir à Boko Haram et arrêtées dans la ville de Liwa en septembre 2016 ont dit avoir fui les bombardements de l'armée nigérienne de l'autre côté de la frontière.⁶¹ Alors qu'une suite à l'opération *Gama Aiki*, l'opération *Rawan Kada* (dance du crocodile) vient d'être lancée, on peut s'attendre à de nouvelles infiltrations de combattants et à une hausse des incidents dans les semaines à venir.⁶²

En 2016, les vols de bétail se sont aussi multipliés sur les rives du lac, notamment entre Liwa et Daboua. Plusieurs milliers de têtes de bétail ont été dérobées ces six derniers mois, dont une partie est peut-être écoulee dans les marchés nigériens et nigériens où les prix de vente sont plus élevés.⁶³ Cela constitue un capital économique considérable. Pour lutter contre ces trafics, les autorités de Daboua auraient demandé à des commerçants tchadiens de contrôler et filtrer les arrivées de troupeaux depuis le Tchad sur les marchés frontaliers du Niger.⁶⁴ Très rapidement attribués à Boko Haram, ces vols sont sans doute liés en partie à la criminalité ordinaire ou à des trajectoires confondant les deux.

La possibilité d'affrontements frontaux et conventionnels entre l'armée tchadienne et Boko Haram, comme le Niger et le Nigéria en ont connu, est aujourd'hui limitée. Néanmoins, les risques d'attentats kamikazes sur le lac et même à N'Djamena sont évidemment toujours pris au sérieux par les autorités. Ainsi, des rumeurs à propos d'attaques lors de la fête nationale et de l'investiture du président Déby le 8 août 2016 ont suscité de fortes craintes et un renforcement des dispositifs de sécurité. Enfin, si un certain nombre de cellules dormantes de Boko Haram ont été démantelées dans la capitale, des membres ou sympathisants de la secte ont pu « se mettre underground ».⁶⁵

⁶⁰ Les dernières incursions armées ont été menées en janvier 2017 à Todoubia et à Djinjalla, non loin de Bohoma et de Tchoukoutalia causant plusieurs morts. Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur humanitaire, septembre 2016.

⁶¹ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2016.

⁶² Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, février 2017.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Une initiative similaire a été lancée par les autorités nationales, cette fois, dans les marchés camerounais frontaliers de la RCA où étaient vendus de nombreux bœufs tchadiens dérobés par les milices anti-balaka.

⁶⁵ Entretien de Crisis Group, expert militaire, N'Djamena, septembre 2016.

Au lendemain de la grande offensive menée fin 2016 par les forces nigérianes dans la forêt de Sambisa, un des bastions traditionnels de Boko Haram,⁶⁶ et alors qu'une nouvelle opération militaire conjointe vient d'être lancée par les pays de la région près du lac Tchad, le groupe jihadiste est sur le recul. Pourtant, ce dernier a jusqu'à présent su s'adapter à l'évolution de la réponse étatique en alternant combats asymétriques, attentats-suicides et attaques de plus grosse envergure comme en juin 2016 à Bosso, au Niger. Il est certes affaibli par une réponse régionale beaucoup plus cohérente mais l'expérience indique que Boko Haram, comme les autres mouvements jihadistes, a une forte capacité d'adaptation. Avec un réseau opérant sur un vaste territoire, il ne saurait être détruit par une ultime bataille militaire. A tout le moins, Boko Haram conserve une capacité à mener des attaques de guérilla et des attentats.

Les revers que le mouvement a subi en 2015 et 2016 ont fait éclater au grand jour des divisions internes latentes. Deux factions principales se sont formées, l'une menée par Abubakar Shekau, et l'autre rangée derrière Abu Musab al-Barnawi, le propre fils de Mohamed Yusuf, qui semble bénéficier d'un lien privilégié avec l'Etat islamique (EI). Ces deux factions se disputent, parfois les armes à la main, la fidélité et le contrôle des nœuds du réseau jihadiste. Il semble que dans la zone des trois frontières sur le lac et du côté du Tchad, al-Barnawi ait imposé son influence même si des groupes autonomisés opèrent aussi.⁶⁷ Al-Barnawi bénéficierait de quelques ressources en provenance de l'EI, et il tente de transformer la manière de faire de Boko Haram. Depuis plusieurs mois, il tempore et limite les violences contre les civils ; ces derniers temps, il concentre ses attaques, de moins grande ampleur que par le passé, sur des cibles militaires, visant des convois des forces de sécurité et tentant d'acquérir des équipements et des armes.⁶⁸

C. *Redditions et retours sur les rives tchadiennes*

Depuis 2016, les Etats de la région du lac Tchad reprennent le contrôle de certaines zones conquises par Boko Haram et on observe une augmentation des redditions. Au Tchad, entre janvier et mars 2016, quelques éléments du groupe s'étaient déjà rendus aux autorités, mais depuis fin juillet 2016, ces mouvements de redditions prennent de l'ampleur, atteignant plus d'un millier de personnes, dont une majorité de femmes et d'enfants.

Aujourd'hui, environ 300 hommes seraient toujours dans les sites d'internement aux alentours de Baga Sola et les femmes et enfants, majoritaires, ont été renvoyées sans incidents dans leurs communautés sous la supervision de leurs chefs de canton. Pour faciliter leur réinsertion, le gouverneur de la région du Lac a invité toutes les communautés à accueillir ces femmes. Plusieurs d'entre elles auraient déclaré que leurs maris étaient toujours sur la ligne de front.⁶⁹ Ces populations essentiellement

⁶⁶ « Nigéria : Boko Haram délogé de Sambisa », BBC Afrique, 24 décembre 2016.

⁶⁷ Entretien de Crisis Group, expert militaire, N'Djamena, septembre 2016 et voir rapport Afrique de Crisis Group, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, op. cit.

⁶⁸ Certains groupes proches d'al-Barnawi se seraient récemment réorientés vers la forêt d'Alagarno dans l'état du Borno et non loin de la rivière Komadougou. Document sécuritaire consulté par Crisis Group, février 2016.

⁶⁹ Entretien de Crisis Group, chercheur, N'Djamena, septembre 2016.

tchadiennes se sont rendues depuis le Niger et le Nigéria dans les quatre postes de commandement avancés de la FMM tchadienne sur le lac dont Kaiga Ngouboua et Kaiga Kindjiria ainsi que Madai au Nigéria et seraient aujourd'hui en majorité rentrées dans le canton de Bol. « L'important, ici, c'est de récupérer la masse de ceux qui donnent des coups de main à Boko Haram ou qui ont été pris dans la spirale malgré eux », selon un expert militaire.⁷⁰

Pour expliquer de tels mouvements, plusieurs sources évoquent « une reprise de contrôle de certaines îles » par les forces armées de la région, qui aurait entraîné le recul de Boko Haram et permis à ces populations de fuir et de se rendre. D'autres suggèrent que cette pression militaire a eu un impact sur l'approvisionnement du groupe et l'a poussé à libérer des civils ou des aides devenus trop onéreux.⁷¹ Quoiqu'il en soit, il convient de rester extrêmement prudent sur ces explications et sur les motifs de ces retours et de ces redditions. L'Unicef, la Délégation régionale de l'action sociale du lac et des ONG ont procédé à l'enregistrement de certains arrivants, ont mené des actions de sensibilisation et ont transféré certains enfants dans un centre d'orientation et de transit à Bol.⁷² Cependant, dans le prochain chapitre, nous verrons que jusqu'à maintenant, les autorités tchadiennes peinent à définir une vraie stratégie pour la prise en charge de ces nouveaux arrivants et notamment des hommes.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Entretiens de Crisis Group, chercheurs, expert sécuritaire, N'Djamena, septembre 2016.

⁷² Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur humanitaire, février 2017.

IV. La réponse du gouvernement sur le lac

La présence de groupes armés islamistes comme Boko Haram est relativement nouvelle au Tchad, même si le Nord du pays a été un moment convoité par des membres du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC).⁷³ Dans le rapport *Tchad : entre ambitions et fragilités*, Crisis Group décrivait à la fois la réponse de l'Etat à cette menace inédite (renforcement du dispositif sécuritaire, évolution des pratiques de renseignement, nouvel arsenal législatif et contrôle renforcé de l'espace religieux) et les risques associés à cette politique antiterroriste. Dans ce chapitre, Crisis Group tente d'analyser l'implication militaire assez tardive du Tchad dans la lutte contre Boko Haram, ses limites et l'utilisation de mécanismes de sécurité communautaire pour faire face à ce nouveau type de menaces.

A. Une posture initiale de neutralité

En 2010, le Tchad exprimait son inquiétude face à l'expansion des activités de Boko Haram sur son territoire.⁷⁴ Pourtant, jusqu'au début de 2015, plus préoccupé par d'autres menaces et par les conséquences du chaos libyen, le pays est resté en retrait militairement.⁷⁵

Même s'ils faisaient partie de la force régionale de la CBLT en 2012 lorsque le conflit prenait de l'ampleur au Nigéria, les soldats tchadiens, peu nombreux dans la zone du lac, n'étaient pas impliqués.⁷⁶ Absent du volet militaire, Déby a en revanche été sollicité par le président nigérian Goodluck Jonathan pour jouer les bons offices et organiser à N'Djamena, en octobre 2014, une rencontre entre des responsables nigériens et des représentants de Boko Haram.⁷⁷ Tout le monde en attend la libération des filles de Chibok (*Chibok girls*), y compris les autorités nigérianes qui l'annoncent prématurément.⁷⁸ Finalement, des otages chinois sont libérés dans le Nord du Cameroun, mais il n'est pas sûr qu'il s'agisse du résultat de la médiation tchadienne. La négociation est rendue publique par les médias entraînant de facto la rupture de ce canal de communication. Shekau déclare alors que ceux qui ont négocié au nom de Boko Haram ne sont pas légitimes. Déby en gardera un souvenir amer

⁷³ Rapport de Crisis Group, *Tchad : entre ambitions et fragilités*, op. cit.

⁷⁴ « Le Nigéria exporte au Tchad beaucoup de membres de la secte Boko Haram, fuyant la répression de l'armée ». Entretien téléphonique de Crisis Group, officier de la Direction de surveillance du territoire, janvier 2011. Au début des années 2000, des prédicateurs islamistes venus du Borno, accompagnés d'un imam italien, avaient déjà suscité la méfiance des autorités tchadiennes ; ils avaient finalement été arrêtés au Tchad et extradés. Entretien de Crisis Group, diplomate, N'Djamena, septembre 2016.

⁷⁵ Les premières actions d'Idriss Déby après son investiture pour un cinquième mandat en août 2016 – séjour dans le Tibesti à la frontière libyenne, réception du Général libyen Haftar et expulsion d'employés de l'ambassade libyenne – montrent que le dossier libyen est encore en haut de la liste de ses priorités. Pour en savoir plus sur le Général Haftar, lire le rapport Moyen-Orient de Crisis Group N°170, *The Libyan Political Agreement: Time for a Reset*, 4 novembre 2016.

⁷⁶ A Yaoundé en avril 2014, les ministres de la Défense et les chefs d'état-major de la région ont décidé de mettre en place une force mixte multinationale sur le lac.

⁷⁷ Entretien de Crisis Group, diplomate, N'Djamena, septembre 2016.

⁷⁸ « Accord entre Boko Haram et le Nigéria », BBC, 17 octobre 2014.

et déclarera par la suite dans la presse : « J'avais déconseillé au président Goodluck d'ouvrir des négociations avec un groupe terroriste ».⁷⁹

L'échec de ces négociations et la position initialement attentiste du Tchad à l'égard de Boko Haram ont suscité la méfiance et des accusations de complaisance de hauts gradés militaires et de responsables politiques nigériens. La construction, au centre de N'Djamena, de la maison de l'ancien gouverneur du Borno, Ali Modu Sheriff, et ses relations avec l'ancien ministre des Transports et certains dignitaires tchadiens, mal vues des pays voisins, ont nourri cette méfiance. Sheriff, gênant pour le pouvoir, sera finalement expulsé du Tchad en 2015.⁸⁰

B. Une implication progressive et un appareil militaire sollicité par les voisins

En janvier 2015, une semaine après l'appel du président camerounais Paul Biya à la « solidarité internationale », un nombre important de troupes tchadiennes entrent au Cameroun, alors que d'autres passent au Niger, marquant un tournant décisif dans le positionnement du Tchad vis-à-vis de Boko Haram. Ces interventions, qui ont fortement modifié les rapports de forces dans les pays voisins, ont certainement levé les doutes des Nigériens.

Ce tournant décisif dans la posture tchadienne s'explique par plusieurs facteurs. Sur le plan sécuritaire, la prise par Boko Haram de Baga Kawa, localité nigérienne frontalière, en octobre 2014, sert d'électrochoc et alerte sur la proximité du danger. Surtout, l'activité du groupe perturbe fortement les échanges économiques du pays avec le Nigeria et le Cameroun et alimente une inquiétude structurelle du Tchad : voir ses routes d'accès à la mer coupées, et donc sa capacité à exporter mais surtout à importer produits alimentaires et manufacturés.⁸¹ Enfin, une telle intervention permet de consolider ses alliances avec les Occidentaux et d'arrimer des financements internationaux. Dans un contexte de crise économique majeure, le Tchad joue une nouvelle fois la carte de la diplomatie militaire.⁸²

Basés à Fotokol, Maltam et à Mora à l'Extrême-Nord du Cameroun, les soldats tchadiens mènent à Gambaru, fin janvier 2015, une première offensive en territoire nigérien. Alors que les pays voisins ne font que contenir Boko Haram à leurs fron-

⁷⁹ « Tchad – Idriss Déby : "Il faut mettre en place la force multinationale" », *Le Point*, 26 mars 2015. Pourtant, des chercheurs indiquent aussi qu'un an plus tard, Déby a présenté Mahamat Daoud, perçu alors comme chef d'une faction de Boko Haram, rival de Shekau et prêt à négocier, au nouveau président nigérien Buhari. Il ne serait pas mentionné dans la « Shura » (conseil exécutif) de Boko Haram. « A Sectarian Jihad in Nigeria », op. cit.

⁸⁰ Pour plus d'informations sur Sheriff et ses relations avec Boko Haram, lire le rapport Afrique de Crisis Group N°216, *Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency*, 3 avril 2014. Entretien de Crisis Group, ancien conseiller à la Présidence tchadienne, septembre 2016.

⁸¹ Saïbou Issa, *Ethnicité, frontières et stabilité aux confins du Cameroun, du Nigeria et du Tchad* (Paris, 2012).

⁸² Le Tchad a atteint le point d'achèvement de l'Initiative des pays pauvres très endettés (PPTE) en 2015 à la suite d'une décision bien plus politique qu'économique des institutions de Bretton Woods. Le pays a également bénéficié d'annulations de dettes et d'aides budgétaires par ses principaux bailleurs multilatéraux et récemment la France. En outre, des financements saoudiens importants ont été octroyés à la suite de l'intervention du Tchad dans la coalition saoudienne au Yémen. Entretien de Crisis Group, diplomate, N'Djamena, mai 2016.

tières, le Tchad est alors le seul à avoir un droit de poursuite au Nigéria. Quelques jours plus tard, d'autres troupes tchadiennes prennent la direction de Bosso, au Niger. Elles y affrontent Boko Haram avant de passer en territoire nigérian, cette fois avec les forces nigériennes, pour une opération « de ratissage » dans le Nord du Borno.

L'incapacité de l'armée nigérienne à contrôler les zones « libérées », notamment les villes de Damasak et Malam Fatori, et l'absence d'actions militaires communes et de coopération en matière de renseignements suscitent alors des frustrations et des critiques acerbes des autorités tchadiennes vis-à-vis de leur voisin et du président Goodluck Jonathan. L'élection de Muhammadu Buhari à la présidence du Nigéria en mai 2015 change la donne politique et, par extension, la coopération militaire entre les deux pays. Selon des diplomates tchadiens, les deux présidents s'entendent bien mieux et le partage de renseignements est plus facile.⁸³

Depuis qu'ils ont quitté le Niger et le Cameroun en novembre 2015, les Tchadiens ont à plusieurs reprises proposé leurs services aux pays voisins. Sollicité par le président nigérien Mahamadou Issoufou après l'attaque de Boko Haram à Bosso le 3 juin 2016, Déby accepte d'envoyer des soldats au Niger et l'opération *Gama Aiki* est lancée mi-juin. Comme un an plus tôt, les premières troupes tchadiennes arrivent à Bosso et mènent des offensives conjointes avec l'armée nigérienne sur les berges de la rivière Komadougou.⁸⁴

Bien que parfois critiquées par les populations, certains militaires et parlementaires des pays voisins, les interventions du Tchad contre Boko Haram ont renforcé son statut de gendarme de la région. Le déplacement en 2015 du siège de la FMM à N'Djamena, où se trouve aussi le poste de commandement de l'opération française Barkhane, conforte le Tchad dans son rôle de plateforme stratégique militaire.⁸⁵ La mutualisation des moyens et une menace commune permettent un rapprochement diplomatique avec les capitales voisines. Si Niamey était déjà considéré comme un allié, Biya goûtait assez peu les aventures tchadiennes en RCA et les relations entre Goodluck Jonathan et Déby étaient notoirement difficiles. L'épisode Boko Haram a changé la donne et amélioré la perception du Tchad et de son président dans la région.

Plus largement, l'interventionnisme militaire du Tchad s'est doublé de gains diplomatiques importants. L'élection, fin janvier 2017, de Moussa Faki à la tête de la Commission de l'Union africaine, n'est que la dernière illustration d'une course à la domination régionale qui, ces dernières années, a vu le Tchad obtenir des positions stratégiques dans de nombreuses instances régionales et internationales.⁸⁶

⁸³ Entretien de Crisis Group, diplomate tchadien, N'Djamena, septembre 2016.

⁸⁴ Entretien de Crisis Group, expert militaire, N'Djamena, septembre 2016.

⁸⁵ Lancée le 1^{er} août 2014 pour relayer l'opération Serval contre les groupes armés terroristes au Mali, la force militaire française Barkhane a pour objectif de poursuivre cette lutte dans un cadre plus régional et d'en favoriser l'appropriation par les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne.

⁸⁶ Rapport de Crisis Group, *Tchad : entre ambitions et fragilités*, op. cit.

C. Nouvelle menace, ancienne stratégie : mécanismes de sécurité communautaire

Idriss Déby s'appuie depuis longtemps sur les autorités traditionnelles pour prévenir les troubles là où les garnisons militaires sont faibles. En l'occurrence, les militaires sont très présents dans la région du Lac depuis 2015 mais le milieu lacustre et la nature de la menace terroriste, inconnue au Tchad auparavant, réduisent l'efficacité du dispositif. Conscientes de cette réalité, les autorités, président de la République en tête, ont demandé aux chefs traditionnels et à la population de s'investir pour assurer la sécurité. Pratiquant une politique duale à l'égard des autorités traditionnelles du lac, faite de pression et d'incitation, N'Djamena a appelé à « la vigilance » et à la collaboration avec l'Etat.⁸⁷ Lors du voyage du président à Baga Sola en octobre 2015, les autorités nationales et locales ont également encouragé la création de comités de vigilance dans chaque village. Cette stratégie a permis de collecter des informations et d'éviter des attentats mais elle présente aussi des risques.

1. Des chefs traditionnels entre le marteau et l'enclume

En 2015, les autorités traditionnelles ont été prises en étau entre les menaces répétées des dirigeants de Boko Haram et les pressions des autorités administratives et forces de sécurité tchadiennes, même si ces dernières se sont fortement atténuées depuis. Ainsi, en février 2015, le chef de canton de Ngouboua a été pris pour cible et tué lors de l'attaque de la ville par Boko Haram.⁸⁸ D'autres, comme le chef de canton de Bol, ont été menacés de mort au téléphone à plusieurs reprises, leurs interlocuteurs les accusant de « coopérer avec les autorités ».⁸⁹

Quant aux rapports entre les autorités traditionnelles du lac et N'Djamena, ils ont souvent été teintés de suspicion.⁹⁰ Après les attentats de début 2015, il a été reproché aux premières de ne pas avoir contrôlé leurs communautés par incompetence ou complicité. Ainsi, les autorités militaires et l'ancien gouverneur du Lac ont mis sous pression le chef de canton de Bol, qui aurait recueilli une jeune fille enceinte soupçonnée d'avoir fait partie de Boko Haram.⁹¹ Récemment, celui-ci a même été démis de ses fonctions avant d'être réhabilité.⁹²

Pour éviter d'être suspectés par les militaires, certains chefs traditionnels et religieux du lac ont même proposé aux autorités administratives locales de jurer sur le Coran leur absence de liens avec le groupe.⁹³ Enfin, dans une région très militarisée, les chefs traditionnels, qui supervisent habituellement les campagnes de pêche et les questions foncières, ont à certains endroits cédé la place aux militaires. Ces derniers

⁸⁷ Entretiens de Crisis Group, habitants de la région du lac, lac Tchad, avril 2016 ; homme politique tchadien, N'Djamena, septembre 2016.

⁸⁸ Boko Haram aurait cherché le chef de canton de Ngouboua jusque dans la gendarmerie avant de le tuer. Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2016.

⁸⁹ Entretiens de Crisis Group, autorités locales du lac, lac Tchad, avril 2016.

⁹⁰ Déjà en 1991, plusieurs chefs traditionnels du Kanem et du lac avaient été accusés de payer l'impôt au MDD et arrêtés. Ces arrestations et la crainte d'une répression féroce avaient poussé les notables de la région, sous la houlette du sultan du Kanem, à faire allégeance au pouvoir.

⁹¹ Entretiens de Crisis Group, notables locaux, lac Tchad, avril et octobre 2016.

⁹² Entretien téléphonique de Crisis Group, chercheur tchadien, février 2017.

⁹³ Ibid.

attribuent, avec parcimonie, les espaces utiles sur le lac. Le déploiement de colonels zaghawa (ethnie du président) en qualité de sous-préfets à Ngouboua et de Tchoukoutalia pourrait compliquer la cohabitation.⁹⁴

Au cours de l'année 2016, les relations entre chefs traditionnels et autorités administratives se sont nettement améliorées. L'organisation d'un forum en novembre 2015, à l'initiative du chef de l'Etat, regroupant autorités traditionnelles, politiques et religieuses devait permettre de clarifier les rôles de chacun. Les chefs traditionnels deviennent de facto des informateurs de l'Etat, une position souvent inconfortable mais qu'ils se disent prêts à assumer.⁹⁵ En parallèle, l'arrivée fin 2015 d'un nouveau gouverneur (*Liwa*) non militaire et originaire de la région a rétabli une certaine confiance. Depuis, les chefs de cantons ont même été étroitement associés au processus de retour dans les communautés des femmes et enfants qui se sont rendus.

2. La création de comités de vigilance

Les autorités ont également encouragé la création de comités de vigilance. Dans de nombreux villages de la zone, ils pratiquent des fouilles à l'entrée des marchés, des mosquées, ou lors de distributions d'aide, et informent les autorités sur la présence de personnes suspectes. Des femmes participent aux fouilles d'autres femmes.⁹⁶ Composés de volontaires souvent uniquement armés de fouets, de sagaies et de couteaux, ils ont plusieurs fois permis d'identifier des membres présumés de Boko Haram préparant des attentats, comme en janvier 2016 à Koukilmé ou fin 2016 à Kaiga Kindjiria.⁹⁷ Ils auraient également arrêté et désarmé des membres présumés du groupe dans les villages de Tchoukoudoum et Koroum en décembre 2015.⁹⁸

Contrairement à leurs homologues nigériens, ils ne mènent pas de patrouilles conjointes avec les forces de sécurité, ne reçoivent pas de véhicules, sont peu rémunérés et peu associés aux délibérations collectives et à la prise de décision au niveau local. Les membres de ces comités sont valorisés socialement à travers des cérémonies lors de l'arrestation de suspects, mais aussi dans des reportages des médias tchadiens. Ils reçoivent des émoluments variables en fonction des lieux, grâce à une collecte auprès des habitants et commerçants les jours de marché ou par les autorités locales. La prise de conscience de leur rôle dans le système de maillage de l'information a parfois entraîné des revendications. Certains ont ainsi entamé une « grève », comme en 2016 à Bol, pour être payés davantage.⁹⁹

Cette approche communautaire de la sécurité et de la vigilance est très largement acceptée par les populations du lac Tchad mais présente des risques à long terme, notamment de milicianisation des tensions communautaires comme ce fut le cas par le passé au Nigéria et au Niger, ou de criminalisation comme observé à plusieurs reprises dans l'Extrême-Nord du Cameroun. Sur les rives tchadiennes, les autorités

⁹⁴ De nombreux membres de l'ethnie zaghawa, parfois même du sous-groupe bideyat de Déby, les Bilia, se situent en haut de la hiérarchie militaire. *Le métier des armes au Tchad*, op. cit.

⁹⁵ Entretien de Crisis Group, autorité traditionnelle, région du lac Tchad, octobre 2016.

⁹⁶ Observations de Crisis Group, marchés dans les villages d'Andja, Lia 1 et 2, avril 2016.

⁹⁷ Entretiens de Crisis Group, membres des comités de vigilance, lac Tchad, avril 2016 ; acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2016.

⁹⁸ Ibid.

⁹⁹ Ibid.

militaires ont rapporté quelques cas de dénonciations abusives par des membres de ces comités en 2015.¹⁰⁰

D. *Les faiblesses stratégiques de l'intervention tchadienne*

Au vu du nombre moins élevé de victimes du côté tchadien du lac, la stratégie d'endigement semble porter ses fruits. Pourtant, ces opérations mettent aussi en relief des faiblesses et de nombreux abus. En 2015, elles ont engendré des pertes importantes au sein de l'armée, et représentent un coût considérable dans un contexte économique très dégradé. Récemment, le non-versement des primes aux soldats présents dans la zone aurait même entraîné quelques défections.¹⁰¹ Par ailleurs, les opérations contre-insurrectionnelles des armées de la région, y compris tchadienne dans les pays voisins, ont affaibli Boko Haram mais ont parfois été accompagnées d'exécutions extrajudiciaires et de dommages collatéraux qui ont certainement poussé des civils à rejoindre le groupe pour se venger ou se protéger.¹⁰²

Par ailleurs, la stratégie initiale qui consistait à vider les îles du lac pour traquer les combattants a atteint ses limites car elle affecte non seulement les moyens de production mais déstructure aussi les sociétés en menaçant leur mode de vie basé sur les activités lacustres. Ces opérations dites « de déguerpissement », également menées dans les autres pays riverains comme près de la rivière Komadougou au Niger, comportent des risques.¹⁰³ En 2015 et 2016, de multiples arrestations de pêcheurs et d'éleveurs circulant dans les zones dites interdites au Tchad ont créé la confusion.¹⁰⁴ Comme l'atteste la surveillance aérienne, de nombreux civils continuent de fréquenter les îles pour s'occuper de leur bétail et de leurs cultures.¹⁰⁵ Alors qu'une nouvelle opération vient d'être lancée, elle doit être pensée pour éviter de faire des victimes civiles.

L'autre faiblesse stratégique réside dans la difficulté du Tchad à combiner des approches militaires et civiles et à remettre en place une administration civile. Dans la région du Lac, la division du travail est problématique. Alors que plusieurs milliers de militaires y sont déployés, l'implication des autorités civiles demeure limitée. L'opacité de l'armée sur ses mouvements et sur l'identification des menaces réelles liées à Boko Haram handicape les actions humanitaires. Tandis que le lac s'est transformé en zone militarisée et que les contraintes de l'état d'urgence, bien que non prorogé mais de facto en vigueur, continuent à affecter les mouvements des habitants et les modes de production, il sera difficile pour l'Etat de nouer un réel pacte de confiance avec les populations locales, seul à même d'éliminer complètement la menace que constitue Boko Haram sur le long terme.

¹⁰⁰ Au Niger, ces comités ethniquement homogènes côtoient parfois ou se confondent avec des milices tribales. Au Cameroun, certains érigent des barrières à l'entrée des villages pour lever des taxes et sont parfois suspectés de faciliter le recel de bœufs. Rapports de Crisis Group, *Cameroun : faire face à Boko Haram*, op. cit ; N°244, *Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram*, 23 février 2017.

¹⁰¹ Entretien de Crisis Group, chercheur, N'Djamena, septembre 2016.

¹⁰² « A Sectarian Jihad in Nigeria », op. cit.

¹⁰³ « Le Niger et ses alliés face à Boko Haram », *Le Monde Afrique* (lemonde.fr/afrique), 16 juin 2016.

¹⁰⁴ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2016.

¹⁰⁵ Entretien de Crisis Group, militaire, N'Djamena, septembre 2016.

Face aux dynamiques de redditions et de retours décrites auparavant, les autorités tchadiennes ne sont pas préparées et peinent à déterminer le statut des hommes internés (aides, combattants, prisonniers ou simples civils), ce qui ne permet pas une prise en charge adaptée et la définition de réels programmes de réintégration. Le 17 février 2017, le ministre tchadien de la Sécurité publique et de l'immigration, Ahmat Mahamat Bachir, a rencontré le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine afin d'élaborer une stratégie pour gérer ces retours.¹⁰⁶ Mais jusqu'à présent, les autorités semblent dépassées et l'absence d'une politique claire sur les conditions de réhabilitation, de réintégration ou de jugement des anciens membres ou aides de Boko Haram constitue sans doute un obstacle à des mouvements de reddition encore plus massifs.¹⁰⁷

Enfin, plus largement, la menace la plus importante pour la stabilité du Tchad sur le long terme n'est pas Boko Haram, bien qu'il faille combattre ce groupe avec détermination, mais une crise politique nationale qui créerait un terreau fertile pour l'émergence de toutes sortes d'acteurs violents, notamment dans les régions où l'Etat est quasiment absent. Dans l'immédiat, l'impact de Boko Haram se répercute essentiellement sur les populations de la région du Lac.

¹⁰⁶ « Communiqué conjoint du Ministre de la Sécurité Publique et de l'Immigration du Tchad et du Commissaire à la Paix et à la Sécurité de L'Union Africaine sur la gestion des repentis de Boko Haram », 17 février 2017.

¹⁰⁷ Certains notables locaux doutent de la capacité des militaires tchadiens à traiter ces problèmes : « nos forces militaires savent combattre mais ne savent pas faire ça ». Entretiens de Crisis Group, autorités locales, lac Tchad, octobre 2016.

V. L'impact de la crise sur les populations

L'extension du phénomène Boko Haram sur le lac et les rives tchadiennes comporte toujours des risques sécuritaires et présente un potentiel de déstabilisation d'une région cosmopolite au sein de laquelle les mécanismes de cohabitation demeurent fragiles. En plus des mouvements saisonniers, les arrivées successives de civils déplacés, réfugiés ou rapatriés sur les berges du lac depuis janvier 2015 ont parfois affecté la cohésion sociale. En janvier 2017, les agences humanitaires signalent la présence de 100 765 déplacés dans la région, auxquels s'ajoutent près de 21 000 déplacés non encore enregistrés et près de 7 000 réfugiés, surtout nigériens.¹⁰⁸ Pour la plupart, ils ont fui les exactions de Boko Haram ou ont quitté les îles sous la pression des armées de la région.

Si des mécanismes de solidarité intra et intercommunautaires ont amorti ces chocs, ces stabilisateurs sont fragiles et les capacités d'absorption des communautés-hôtes limitées. La plupart des déplacés, surtout les Buduma, sont accueillis sur des sites spontanés, seule une minorité ayant trouvé refuge dans les « villages-hôtes ».¹⁰⁹ Dans un contexte économique dégradé et alors que la région est devenue une zone militarisée, la résilience des populations est mise à dure épreuve.

A. L'économie du lac affectée

Comme au Niger, où les mesures de restriction et d'interdiction ont été encore plus draconiennes, le commerce sur les îles et rives tchadiennes du lac a été très lourdement affecté par l'activité de Boko Haram et l'état d'urgence, plusieurs fois renouvelé, est toujours officieusement en vigueur bien que non prorogé depuis octobre 2016.¹¹⁰ Si les règles concernant la circulation des motos ou encore la pêche ont été récemment assouplies, les mouvements restent contraints, les couvre-feux sont maintenus et les activités économiques tournent au ralenti.

La frontière avec le Nigéria, principal débouché commercial, demeure fermée même si quelques échanges, notamment de bétail, semblent avoir repris officieusement.¹¹¹ On assiste parfois à des phénomènes de concentration du bétail, ce qui cause des épidémies et des pertes importantes pour les éleveurs. Certains adoptent des itinéraires de contournement, passant par le Niger pour vendre leurs bêtes dans les marchés transfrontaliers nigériens où les prix sont plus élevés. L'agriculture et la pêche sont aussi affectées en dépit d'une saison agricole bien meilleure qu'en 2015 et qui s'est traduite par une légère amélioration des indicateurs de sécurité alimentaire au Tchad, en particulier dans la zone du lac.¹¹²

¹⁰⁸ « Bulletin humanitaire Tchad N°01 », Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), janvier 2017 et « Tchad : impact de la crise nigérienne dans la région du Lac », Rapport de situation N°18, OCHA, 10 octobre 2016. Certains déplacés originaires du lac auraient même quitté la région pour se rendre à Foyo, au Kanem.

¹⁰⁹ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2016.

¹¹⁰ Les autorités du Lac ont appelé les députés à voter pour le prolongement de l'état d'urgence. Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur humanitaire au Tchad, février 2017. Voir le rapport de Crisis Group, *Le Niger face à Boko Haram ...*, op. cit.

¹¹¹ Entretien téléphonique de Crisis Group, acteur humanitaire au Tchad, novembre 2016.

¹¹² Par ailleurs, la monnaie nigérienne est en chute libre depuis le début de la crise.

La fragilisation de l'économie a certainement des conséquences sur la situation financière de Boko Haram, mais elle rend aussi les populations des îles, des berges et plus largement du bassin du lac Tchad plus vulnérables. Beaucoup de déplacés dépendent aujourd'hui de l'aide alimentaire et veulent reprendre leurs activités.¹¹³ A cette nouvelle pression démographique et à l'insécurité économique se greffent des rivalités anciennes et des revendications d'autochtonie.¹¹⁴ Le plus souvent, ces dernières ne posent pas de problème ; elles concernent des Buduma ou Kouri qui installent leurs camps dans la cuvette Nord, parfois loin des villages ou des services publics et déclarent : « nos ancêtres et nos parents vivaient ici ». ¹¹⁵ Mais dans les endroits plus peuplés, la gestion du foncier est plus compliquée, et dans le sillage des attaques de Boko Haram, des incidents ont parfois opposé des communautés, notamment sur l'accès aux ressources.

L'attaque de Koufoua, qui a fait de nombreuses victimes en décembre 2015 et qui résultait de tensions entre Kanembou et Buduma autour d'un point d'eau en est une des illustrations. Des agressions, par des habitants des rives du lac, de femmes buduma déplacées allant chercher du bois dans la périphérie de Baga Sola, ont été maintes fois rapportées.¹¹⁶ L'accès aux polders n'a pas donné lieu à des affrontements directs mais a suscité des frustrations parmi certaines populations qui estiment en être exclues.¹¹⁷ Enfin, des conflits entre chefs traditionnels ont provoqué l'éclatement de certains sites de déplacés.¹¹⁸ Si depuis début 2016, la diminution des attaques de Boko Haram au Tchad s'est accompagnée d'une forte réduction des tensions intercommunautaires, celles-ci demeurent palpables.

B. *Risques de tensions communautaires et de stigmatisations*

Boko Haram a certainement tenté de manipuler les tensions communautaires et identitaires pour mobiliser. Celles-ci ne sont pas nouvelles dans la zone et ont des causes multiples. Elles découlent en premier lieu de la compétition pour l'accès aux ressources d'un lac devenu très attractif. Les variations incessantes des niveaux de crue ont entraîné d'importants mouvements de populations et des disputes entre groupes d'intérêt et communautés pour la conquête de fronts pionniers sans cesse renouvelés. Avant la crise, ces tensions étaient interethniques mais aussi intra-ethniques. Ainsi, les différents clans buduma – les Guriya à Bol, les May Bulwa aux alentours de Kriska, les Majigojiya ou encore les Bujiya au Niger – se livraient aussi à des luttes intestines.¹¹⁹ La présence de Boko Haram a certainement participé à ethniciser ces tensions avec l'apparition d'amalgames ethniques.

Le contrôle des activités commerciales a également fait l'objet d'âpres rivalités. A l'ouest du lac, Arabes et Haoussa se sont longtemps disputé le commerce du bétail. Sur le lac, les zones de pêche, le transport en pirogues et en hors-bords, la propriété des

¹¹³ Entretien de Crisis Group, déplacés, lac Tchad, avril 2016.

¹¹⁴ « Etude sur le contexte social », op. cit.

¹¹⁵ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2016.

¹¹⁶ « Etude sur le contexte social », op. cit. Entretien de Crisis Group, autorités locales du lac, région du Lac, octobre 2016.

¹¹⁷ Entretien de Crisis Group, agent de la Sodelac, N'Djamena, septembre 2016.

¹¹⁸ « Bulletin humanitaire Tchad N°01 », op. cit.

¹¹⁹ « Boko Haram et le lac Tchad. Extension ou sanctuarisation ? », op. cit.

terres exondées ont aussi souvent suscité des tensions.¹²⁰ Sur les berges tchadiennes, les rivalités qui ont opposé au milieu du vingtième siècle Kanembou et Buduma, par exemple sur le statut de Bol, ont laissé des traces dans la mémoire collective. Au fil du temps, des rapports de force sociaux se sont dessinés, les Kanembou ont occupé une partie des villes de la cuvette Sud, maîtrisant le foncier et le commerce avec un quasi-monopole sur certains produits vendus dans les marchés des environs : cabris, nattes, fagots, etc.

Plus récemment, les différents clans buduma, qui avec les Kouri revendiquent la propriété de nombreuses îles et imposent des taxes aux autres pêcheurs et éleveurs, ont fait part de leurs craintes de se voir disputer les îles notamment par les éleveurs peul et arabes au Niger et au Tchad. Ils se seraient ainsi organisés pour résister et contenir sur le lac les mouvements des grands transhumants : « ils bloquaient les Arabes pour ne pas qu'ils descendent », selon un chercheur.¹²¹ Cette compétition foncière n'est certainement pas étrangère aux incidents répétés, au cours des six derniers mois, entre ces communautés d'éleveurs au Niger, notamment dans la zone des trois frontières. Cette réalité a conduit à des messages parfois simplistes : « les Buduma se seraient alliés à Boko Haram dans le but de conserver le contrôle sur le lac ». ¹²²

Comme souvent dans un contexte de terrorisme, les coupables désignés portent le nom d'une communauté. Au Nigéria et au Cameroun, ce sont les Kanouri, au Tchad et au Niger, les Buduma ont à un moment servi de boucs émissaires. « Ce sont eux les Boko Haram », disait en 2015 à leur propos un réfugié dans le camp de Baga Sola.¹²³ A la suite de l'attaque du marché de Baga Sola en octobre 2015, dont l'une des kamikazes était la fille d'un notable connu, des femmes buduma ont été battues et pour certaines exclues du marché. D'autres se seraient vu refuser l'accès aux centres de santé. Des représentations collectives et des préjugés qui se sont développés au fil du temps ont nourri cette forte méfiance communautaire. Ainsi, la rhétorique des Buduma « naïfs et prêts à épouser n'importe quelle cause par opportunisme » est répandue aux abords du lac.¹²⁴

Les autorités ont certainement participé à ces stigmatisations en 2015, avant de prendre plusieurs mesures pour rectifier le tir. Le remplacement de l'ancien gouverneur par Adoum Forteye, originaire de la région, a permis de recréer du lien avec les populations. La volonté d'intégrer des Buduma dans l'armée, qui s'est traduite par un appel à candidatures en juillet 2016, et la demande de Déby de préparer un programme d'insertion de jeunes de la région dans la fonction publique vont dans le bon sens, même si pour l'instant ce dernier projet ne se concrétise pas.¹²⁵ Début 2017, ces tensions semblent bien moins fortes, sans doute en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire sur les rives tchadiennes. Il y a en effet une forte corrélation entre le nombre d'attaques perpétrées par Boko Haram et la stigmatisation communau-

¹²⁰ Un certain Abdel Aziz aurait tenté de manipuler les tensions entre Buduma et Haoussa afin de recruter parmi les Buduma du lac en 2014-2015. « A Sectarian Jihad in Nigeria », op. cit.

¹²¹ Entretien téléphonique de Crisis Group, Paris, juillet 2016.

¹²² Entretiens de Crisis Group, habitants du lac, lac Tchad, mai 2016.

¹²³ Entretiens de Crisis Group, réfugiés, Baga Sola, septembre 2015

¹²⁴ Entretien de Crisis Group, habitants de Bol et Baga Sola, septembre 2015.

¹²⁵ D'après plusieurs sources, 300 individus originaires du lac auraient été recrutés et formés à Moussoro. Entretiens de Crisis Group, chercheur, député, N'Djamena, septembre 2016.

taire. Ainsi, tout nouvel attentat dans la capitale ou sur les rives du lac pourrait agir comme un déclencheur ou un accélérateur de crise en générant de nouveaux cycles de représailles intercommunautaires.

VI. Préparer la phase de stabilisation et renouer avec le développement

A. De l'urgence au développement : miser sur la connaissance pour des politiques adaptées

Le Nord-Est du Nigéria est le théâtre d'un désastre humanitaire quasi sans précédent dans la région, devenant une des premières urgences mondiales pour l'ONU.¹²⁶ La situation diffère du côté tchadien du lac, où l'impact de Boko Haram a été moindre que dans les autres pays frontaliers. Après un début de réponse très difficile en 2015, la couverture humanitaire est aujourd'hui meilleure, bien qu'insuffisante. Les niveaux de vulnérabilité des populations-hôtes et déplacées sont importants et les risques sécuritaires compliquent l'accès des ONG à des zones comme Tchoukoutalia et Kaiga Kindjiria.¹²⁷ L'aide humanitaire a même parfois été acheminée par les services étatiques.¹²⁸

Une réflexion est actuellement en cours, au Tchad, sur les moyens d'articuler cette réponse d'urgence et des projets de développement autour du lac pour favoriser la résilience des populations sur le long terme. De nombreux bailleurs comme la Banque mondiale, l'Union européenne à travers son Fonds fiduciaire, ainsi que son instrument de stabilité et le service de la Commission européenne à l'aide humanitaire (ECHO), ou encore l'Agence française de développement et la Banque africaine de développement, ont déjà défini ou fait part de leur intention d'investir dans de tels projets. Les calendriers de mise en œuvre diffèrent et les projets qui mobilisent le plus de fonds débiteront sûrement en 2018 ou 2019.¹²⁹

Affecter des sommes importantes au développement du lac, bien que nécessaire, n'est pas sans risque et impose d'évaluer en amont l'impact de chaque dollar dépensé pour éviter de renforcer certains facteurs de crise (*do no harm policy*). Dans cette région très particulière, marquée par une croissance démographique importante et les fluctuations incessantes du lac, seule la mobilité des acteurs a en effet permis de maintenir un équilibre entre les communautés.¹³⁰

Aujourd'hui, la mobilité est compromise et les modes traditionnels de règlement des conflits, la gestion du foncier ou encore l'organisation des campagnes de pêche ou de la transhumance sont perturbés par un déploiement militaire important et par la présence de Boko Haram. Les acteurs du développement devraient financer une étude socio-anthropologique pour comprendre ces logiques de mobilité, les phénomènes de concentration à l'œuvre, la structure des ménages et surtout définir des priorités avec les populations locales pour faciliter leur appropriation.

La question du dimensionnement des projets devrait également être abordée. Certains chercheurs proposent par exemple de privilégier de nombreux aménagements de taille réduite pour éviter de recréer des compétitions féroces entre communau-

¹²⁶ « Boko Haram blamed in looming humanitarian crisis in Nigeria's northeast », CNN, 26 juillet 2016.

¹²⁷ Entretien de Crisis Group, acteur humanitaire, N'Djamena, septembre 2016.

¹²⁸ Idem

¹²⁹ Entretiens de Crisis Group, acteurs du développement, N'Djamena, septembre 2016.

¹³⁰ Entretien de Crisis Group, acteur du développement, N'Djamena, septembre 2016.

tés.¹³¹ Enfin, si ces projets sont indispensables, la relation entre sous-développement et radicalisation n'est pas toujours évidente et il faut donner aux projets de développement des objectifs bien plus larges que la « déradicalisation » ou la « prévention de la violence extrémiste », pour éviter un amalgame aux yeux des populations entre actions de développement et mesures sécuritaires.¹³²

Pour réussir cette transition de l'urgence au développement, il est essentiel que l'Etat se saisisse davantage de la question de l'avenir du lac. Les 3 milliards de francs CFA d'investissements publics dans la zone promis par le président Déby début 2016 sont irréalistes et jusqu'ici, le lac sert plutôt de vitrine pour attirer des fonds internationaux. N'Djamena communique peu sur « son projet pour le lac » : va-t-il rester une zone militarisée ? L'Etat préconise-t-il un retour programmé des déplacés sur les îles ou plutôt leur installation sur les rives ? Les autorités nationales devraient proposer des options claires sur le devenir du lac, multiplier les visites sur place et soumettre, en collaboration avec les bailleurs et en consultation avec les populations locales et leurs représentants, un plan déclinant des scénarios dans le temps (à un an et à cinq ans, par exemple).

Enfin, le risque de polarisation financière sur le lac au détriment d'autres régions ne doit pas être négligé. Le Tchad est un pays très pauvre aux multiples situations de précarité. C'est aussi, au moins jusqu'en 2015, le septième pays d'accueil de réfugiés dans le monde.¹³³ Les réfugiés du Darfour arrivés entre 2003 et 2005 peuplent toujours les camps situés le long de la frontière soudanaise et les Centrafricains sont massés dans le Sud. Dans les deux cas, les perspectives de retour sont limitées et l'assistance humanitaire a fortement baissé. Les taux de malnutrition demeurent très élevés dans toute la bande sahélienne, et les services publics quasi inexistant dans le Nord du Tchad. Il convient donc de rééquilibrer le portefeuille de projets afin de ne pas délaissier d'autres régions négligées et qui pourraient créer un terreau fertile pour divers acteurs violents.

B. *Rebâtir une relation fructueuse avec l'Etat*

Si la réponse à Boko Haram passe forcément par des actions de développement, la relance des moyens de production et la reprise des échanges avec les pays voisins, elle réside aussi dans la consolidation des liens entre l'Etat et une région depuis longtemps dans l'orbite du Borno. Or, une approche strictement militaire ne peut rétablir la confiance entre N'Djamena et sa périphérie. Même si l'actuel gouverneur a une certaine autorité sur son administration, le risque de l'opération militaire contre le groupe est de créer un état de crise permanent sur le lac et de le transformer en une région de facto gouvernée par les militaires sur le long terme.

Boko Haram constitue une menace de longue durée, mais il est nécessaire de quitter la phase purement militaire pour entrer dans une phase politique de stabilisation. Jusqu'ici, la décentralisation en cours et le redécoupage administratif ne suf-

¹³¹ « Etude sur le contexte social », op. cit.

¹³² Voir le rapport spécial de Crisis Group, *Exploiting Disorder: al-Qaeda and the Islamic State*, 14 mars 2016 ; et le briefing de Crisis Group, *Boko Haram sur la défensive ?*, op. cit.

¹³³ « L'ONU exhorte la communauté internationale à renforcer son soutien envers le Tchad », Centre d'actualités de l'ONU, 27 août 2015.

fisent pas pour rehausser réellement l'offre de services publics. La réponse doit d'abord consister à développer une meilleure couverture administrative qui, au-delà de la création de nouvelles sous-préfectures, prévoit aussi le déploiement de fonctionnaires pour réactiver les services sociaux. Dans ce cadre, des primes temporaires pourraient être versées aux fonctionnaires qui acceptent de se rendre à nouveau sur place.

La présence de colonels zaghawa parmi les nouveaux sous-préfets et les arrestations d'éleveurs et de pêcheurs n'aident pas à rétablir ce lien. De surcroît, en vertu de l'état d'urgence, les militaires ont permis l'accès aux terres là où ils considéraient que la sécurité le permettait. Un changement de stratégie s'impose, prévoyant le remplacement rapide des sous-préfets militaires par des civils et l'assouplissement des règles de l'état d'urgence pour favoriser les mouvements et la reprise des activités. De même, alors que le commerce, notamment de bétail entre le Tchad et le Nigéria, semble très lentement redémarrer, la réouverture d'un canal commercial sécurisé pourrait encourager ces échanges entre les deux rives du lac et améliorer ainsi les conditions de vie des populations.

En outre, la constitution d'une réelle composante civile au sein de l'opération en cours est nécessaire pour éviter la militarisation de la région sur le long terme. L'Etat devrait faciliter le recrutement de civils locaux et mettre en place des mécanismes stricts de sanction pour les militaires commettant des abus sur les populations civiles. Enfin, alors qu'une nouvelle opération importante des pays de la région a été lancée, il est essentiel de réduire le coût humain des manœuvres militaires en distinguant le plus possible entre insurgés et populations retournées sur les îles pour cultiver la terre, pratiquer la pêche ou faire paître leur bétail.

C. Traiter la question des prisonniers et déserteurs

Alors que les redditions se multiplient, la prise en charge des prisonniers et des déserteurs doit être organisée dans l'optique d'encourager de nouvelles désertions.

Actuellement, le système judiciaire tchadien, très imparfait, ne traite pas de la question de Boko Haram. Depuis le début du conflit, seul un procès, très critiqué, a été organisé, aboutissant à la condamnation à mort de dix membres présumés de la secte.¹³⁴ Aujourd'hui, entre 500 et 1 000 membres suspectés de Boko Haram seraient emprisonnés à Koro Toro, une prison située dans le désert, près de Faya Largeau, et surnommée « le Guantanamo tchadien ».¹³⁵ De diverses ethnies (Kanouri, Haoussa, Buduma) et nationalités (présence de Soudanais et de Nigériens), les détenus présentent le point commun d'être écroués sans jugement préalable et pour des périodes indéterminées. Certains seraient des membres actifs de Boko Haram, d'autres des opérateurs économiques, dont un certain nombre de vendeurs de cartes SIM.¹³⁶ Cette situation comporte des risques. Au Nigéria, le manque de transparence sur les procédures judiciaires a créé du ressentiment au sein des familles et participé au processus d'adhésion à Boko Haram.

Si l'organisation de procès équitables est aujourd'hui une chimère, la capacité des autorités de distinguer les éléments les plus durs de Boko Haram des soutiens occa-

¹³⁴ « Le Tchad exécute dix membres présumés de Boko Haram », RFI, 29 août 2015.

¹³⁵ Entretien de Crisis Group, personnel pénitentiaire, N'Djamena, septembre 2016.

¹³⁶ Ibid.

sionnels est cruciale. Une prise en charge appropriée constituera un premier pas vers la prévention de nouveaux recrutements. Il est donc essentiel de définir une politique claire sur les conditions de réhabilitation ou de jugement des anciens membres de Boko Haram, et les contours d'un véritable programme de réinsertion pour les déserteurs dans le cadre de programmes plus larges de relèvement communautaire destinés notamment à la jeunesse. A l'instar de ce que vient de réaliser le ministère de l'Intérieur nigérien, les autorités tchadiennes devraient élaborer un document cadre de prise en charge de la reddition des éléments de Boko Haram et le communiquer à leurs partenaires internationaux.

Enfin, en plus des campagnes de sensibilisation en cours, un effort de communication considérable est requis pour améliorer les relations entre l'Etat et la population, appeler les indécis à se rendre et les rassurer sur le sort qui leur sera réservé. Cela pourrait passer par l'envoi massif de SMS informant sur les conditions de reddition. Cela passera aussi par le soutien ou la création de radios communautaires pour diffuser dans les langues locales des messages de sensibilisation sur la prévention de conflits. Les « talkshows », vox pop et entretiens pourraient favoriser l'expression des populations concernées. L'effort devrait être mené à la fois au niveau très local, avec des moyens adaptés et durables, et à l'échelle du lac, au vu de la mobilité et de l'intégration des populations. Le côté tchadien du lac est particulièrement pauvre en radios communautaires.¹³⁷ Mais plusieurs projets, qui se développent notamment au Nigéria, pourraient être élargis et couvrir la diversité linguistique de la région.

¹³⁷ Courriel de Crisis Group, représentant d'ONG travaillant dans le secteur des radios locales, décembre 2016.

VII. Conclusion

Boko Haram a perdu du terrain et la situation sécuritaire est aujourd'hui bien meilleure qu'en 2015 sur les îles et rives tchadiennes du lac, mais la résilience du groupe insurrectionnel jihadiste n'est plus à démontrer. La menace qu'il fait peser sur les populations ne diminuera pas tant que les problèmes structurels de l'état du Borno au Nigéria ne seront pas traités. Partant de ce constat clair, un changement d'approche est requis. Les interventions militaires des pays de la région du Lac, certes nécessaires pour endiguer la progression de Boko Haram, et les contraintes imposées sur les mouvements et le commerce ont des répercussions sur les modes de vie des populations.

Cette situation n'est pas tenable à long terme. L'Etat tchadien, comme ses voisins, doit aujourd'hui substituer au traitement purement militaire de la crise, l'indispensable relance des échanges et des moyens de production, la définition de programmes clairs de réinsertion pour les anciens membres du groupe, la lutte contre toutes les formes de stigmatisation communautaire et un investissement politique fort pour recréer du lien entre N'Djamena et sa périphérie.

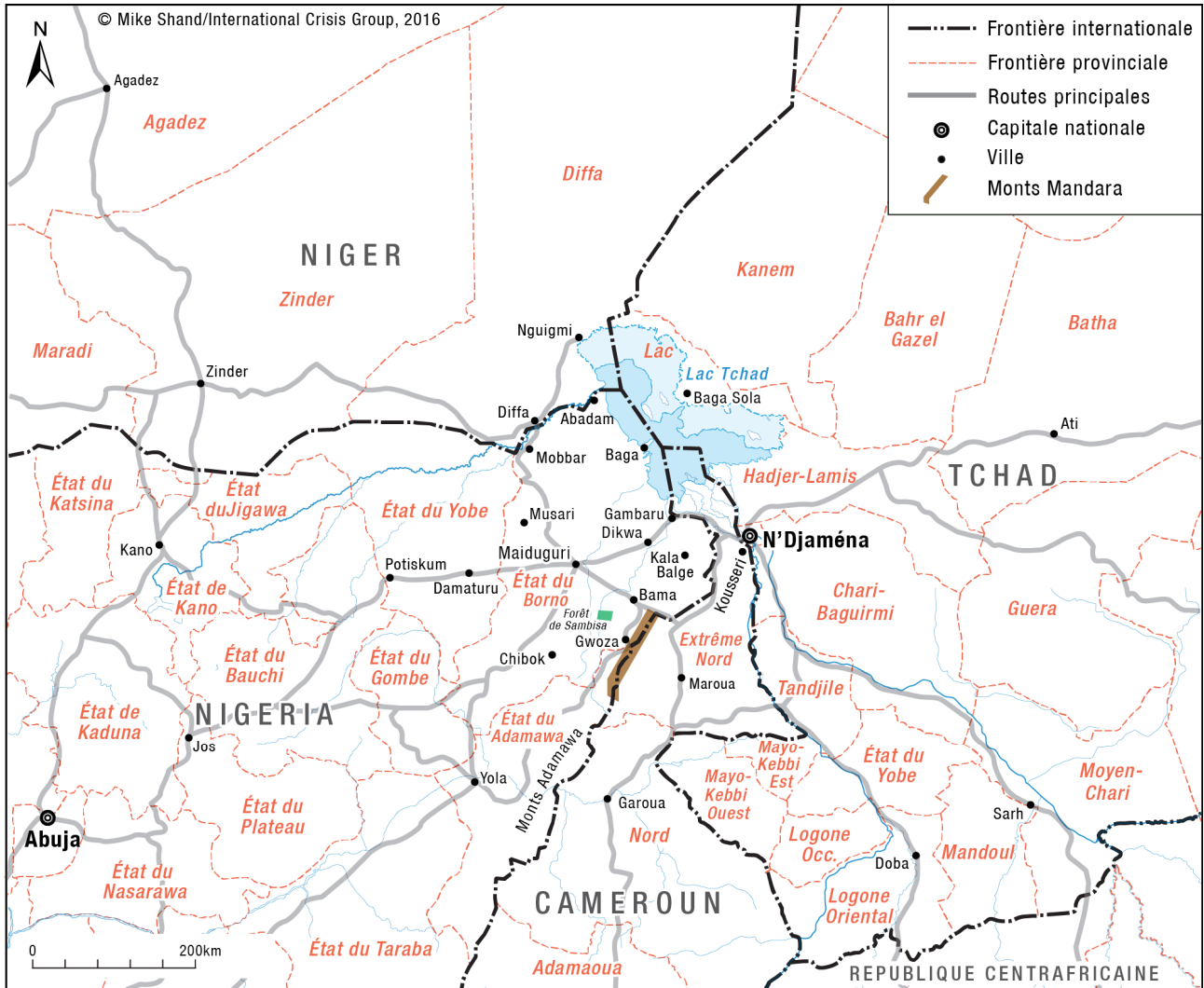
Nairobi/Bruxelles, 8 mars 2017

Annexe A : Carte du Tchad



CRISIS GROUP/KO/NOV 2015. BASED ON UN MAP NO. 3788 REV. 10 (MARCH 2014).

Annexe B : Carte du bassin du lac Tchad



Annexe C : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également *CrisisWatch*, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La vice-présidente du Conseil est Ayo Obe, juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision au Nigéria.

Le président-directeur général de Crisis Group, Jean-Marie Guéhenno était le secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix des Nations unies de 2000 à 2008, et l'envoyé spécial adjoint des Nations unies et de la Ligue arabe en Syrie en 2012. Il a quitté ce poste pour présider la commission de rédaction du livre blanc français de la défense et de la sécurité nationale en 2013.

Crisis Group a son siège à Bruxelles et dispose de bureaux dans neuf autres villes : Bichkek, Bogotá, Dakar, Islamabad, Istanbul, Nairobi, Londres, New York et Washington DC. L'organisation a également des représentations dans les villes suivantes : Bangkok, Beyrouth, Caracas, Delhi, Dubaï, Gaza, Ciudad de Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Kiev, Mexico, Pékin, Rabat, Sydney, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: le ministère allemand des affaires étrangères, l'Agence américaine pour le développement international, le ministère australien des Affaires étrangères et du commerce, l'Agence autrichienne pour le développement, le ministère canadien des Affaires étrangères, du commerce et du développement, la Principauté du Liechtenstein, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse, le ministère finlandais des Affaires étrangères, le ministère français des Affaires étrangères, le ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, le ministère néerlandais des Affaires étrangères, le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du commerce, le ministère norvégien des Affaires étrangères, le ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes : la Carnegie Corporation de New York, la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur, la Fondation Koerber, la Fondation de Henry Luce, la Fondation Humanity United, la Fondation Tinker, le Fonds Ploughshares, les Fondations Open Society, l'Initiative Open Society pour l'Afrique de l'Ouest, et le Fond des frères Rockefeller.

Mars 2017

Annexe D : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2014

Rapports Spéciaux

Exploiting Disorder: al-Qaeda and the Islamic State, Rapport spécial N°1, 14 mars 2016 (aussi disponible en arabe).

Seizing the Moment: From Early Warning to Early Action, Rapport spécial N°2, 22 juin 2016.

Watch List 2017, Rapport spécial N°3, 24 février 2017.

Afrique australe

Madagascar : une sortie de crise superficielle ? Rapport Afrique de Crisis Group N°218, 19 mai 2014 (aussi disponible en anglais).

Zimbabwe: Waiting for the Future, Briefing Afrique N°103, 29 septembre 2014.

Zimbabwe: Stranded in Stasis, Briefing Afrique N°118, 29 février 2016.

Afrique centrale

Les terres de la discorde (I) : la réforme foncière au Burundi, Rapport Afrique N°213, 12 février 2014.

Les terres de la discorde (II) : restitution et réconciliation au Burundi, Rapport Afrique N°214, 17 février 2014.

Afrique centrale : les défis sécuritaires du pastoralisme, Rapport Afrique N°215, 1^{er} avril 2014 (aussi disponible en anglais).

La crise centrafricaine : de la prédation à la stabilisation, Rapport Afrique N°219, 17 juin 2014 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : mieux vaut prévenir que guérir, Briefing Afrique N°101, 4 septembre 2014.

La face cachée du conflit centrafricain, Briefing Afrique N°105, 12 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Congo: Ending the Status Quo, Briefing Afrique N°107, 17 décembre 2014.

Les élections au Burundi : l'épreuve de vérité ou l'épreuve de force ?, Rapport Afrique N°224, 17 avril 2015 (aussi disponible en anglais).

Congo: Is Democratic Change Possible? Rapport Afrique N°225, 5 mai 2015.

Burundi: la paix sacrifiée? Briefing Afrique N°111, 29 mai 2015 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : la menace du radicalisme religieux, Rapport Afrique N°229, 3 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Centrafrique : les racines de la violence, Rapport Afrique N°230, 21 septembre 2015 (aussi disponible en anglais).

Tchad : entre ambitions et fragilités, Rapport Afrique N°233, 30 mars 2016 (aussi disponible en anglais).

Burundi : anatomie du troisième mandat, Rapport Afrique N°235, 20 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Katanga: Tensions in DRC's Mineral Heartland, Rapport Afrique N°239, 3 août 2016.

Union africaine et crise au Burundi : entre ambition et réalité, Briefing Afrique N°122, 28 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Boulevard of Broken Dreams: The "Street" and Politics in DR Congo, Briefing Afrique N°123, 13 octobre 2016.

Cameroun : faire face à Boko Haram, Rapport Afrique N°241, 16 novembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Mali : réformer ou rechuter, Rapport Afrique N°210, 10 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation, Rapport Afrique N°212, 28 janvier 2014 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (II): The Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°216, 3 avril 2014.

Guinée-Bissau : les élections, et après ?, Briefing Afrique N°98, 8 avril 2014.

Mali : dernière chance à Alger, Briefing Afrique N°104, 18 novembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Nigeria's Dangerous 2015 Elections: Limiting the Violence, Rapport Afrique N°220, 21 novembre 2014.

L'autre urgence guinéenne : organiser les élections, Briefing Afrique N°106, 15 décembre 2014 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : neuf mois pour achever la transition, Rapport Afrique N°222, 28 janvier 2015.

La réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau : une occasion à saisir, Briefing Afrique N°109, 19 mars 2015.

Mali : la paix à marche forcée? Rapport Afrique N°226, 22 mai 2015.

Burkina Faso : cap sur octobre, Briefing Afrique N°112, 24 juin 2015.

The Central Sahel: A Perfect Sandstorm, Rapport Afrique N°227, 25 juin 2015 (aussi disponible en anglais).

Curbing Violence in Nigeria (III): Revisiting the Niger Delta, Rapport Afrique N°231, 29 septembre 2015.

The Politics Behind the Ebola Crisis, Rapport Afrique N°232, 28 octobre 2015.

Mali: Peace from Below?, Briefing Afrique N°115, 14 décembre 2015.

Burkina Faso : transition acte II, Briefing Afrique N°116, 7 janvier 2016.

Mettre en œuvre l'architecture de paix et de sécurité (III) : l'Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°234, 14 avril 2016 (aussi disponible en anglais).

Boko Haram sur la défensive?, Briefing Afrique N°120, 4 mai 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: The Challenge of Military Reform, Rapport Afrique N°237, 6 juin 2016.

Mali central : la fabrique d'une insurrection ?, Rapport Afrique N°238, 6 juillet 2016 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : préserver l'équilibre religieux, Rapport Afrique N°240, 6 septembre 2016 (aussi disponible en anglais).

Nigeria: Women and the Boko Haram Insurgency, Rapport Afrique N°242, 5 décembre 2016.

Watchmen of Lake Chad: Vigilante Groups Fighting Boko Haram, Rapport Afrique N°244, 23 février 2017.

Le Niger face à Boko Haram : au-delà de la contre-insurrection, Rapport Afrique N°245, 27 février 2017.

South Sudan's South: Conflict in the Equatorias, Rapport Afrique N°236, 25 mai 2016.

Kenya's Coast: Devolution Disappointed, Briefing Afrique N°121, 13 juillet 2016.

South Sudan: Rearranging the Chessboard, Rapport Afrique N°243, 20 décembre 2016.

Corne de l'Afrique

Sudan's Spreading Conflict (III): The Limits of Darfur's Peace Process, Rapport Afrique N°211, 27 janvier 2014.

South Sudan: A Civil War by Any Other Name, Rapport Afrique N°217, 10 avril 2014.

Somalia: Al-Shabaab – It Will Be a Long War, Briefing Afrique N°99, 26 juin 2014.

Eritrea: Ending the Exodus?, Briefing Afrique N°100, 8 août 2014.

Kenya: Al-Shabaab – Closer to Home, Briefing Afrique N°102, 25 septembre 2014.

South Sudan: Jonglei – "We Have Always Been at War", Rapport Afrique N°221, 22 décembre 2014.

Sudan and South Sudan's Merging Conflicts, Rapport Afrique N°223, 29 janvier 2015.

Sudan: The Prospects for "National Dialogue", Briefing Afrique N°108, 11 mars 2015.

The Chaos in Darfur, Briefing Afrique N°110, 22 avril 2015.

South Sudan: Keeping Faith with the IGAD Peace Process, Rapport Afrique N°228, 27 juillet 2015.

Somaliland: The Strains of Success, Briefing Afrique N°113, 5 octobre 2015.

Kenya's Somali North East: Devolution and Security, Briefing Afrique N°114, 17 novembre 2015.

Ethiopia: Governing the Faithful, Briefing Afrique N°117, 22 février 2016.

Sudan's Islamists: From Salvation to Survival, Briefing Afrique N°119, 21 mars 2016.

Annexe E : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT DU CONSEIL

Lord (Mark) Malloch-Brown
Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Jean-Marie Guéhenno
Ancien Secrétaire général adjoint du Département des opérations de maintien de la paix des Nations unies

VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL

Ayo Obe
Présidente du Conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola
Fondateur et président, FATE Foundation

Ali al Shihabi
Écrivain; Fondateur et ancien président, Rasmala Investment bank

Celso Amorim
Ancien ministre brésilien des Relations extérieures; Ancien ministre de la Défense

Hushang Ansary
Président, Parman Capital Group LLC; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Nahum Barnea
Chroniqueur politique, Israël

Kim Beazley
Ancien vice-Premier ministre d'Australie et ambassadeur aux Etats-Unis ; ancien ministre de la Défense

Carl Bildt
Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Emma Bonino
Ancienne ministre italienne des Affaires étrangères ; ancienne commissaire européenne pour l'aide humanitaire

Lakhdar Brahimi
Membre, The Elders; diplomate des Nations unies; ancien ministre algérien des Affaires étrangères

Cheryl Carolus
Ancienne haut-commissaire de l'Afrique du Sud auprès du Royaume-Uni et secrétaire générale du Congrès national africain (ANC)

Maria Livanos Cattai
Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Wesley Clark
Ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan en Europe

Sheila Coronel
Professeur « Toni Stabile » de pratique de journalisme d'investigation et directrice du Centre Toni Stabile pour le journalisme d'investigation, Université de Columbia

Frank Giustra
Président-directeur général, Fiore Financial Corporation

Mo Ibrahim
Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Wolfgang Ischinger
Président, Forum de Munich sur les politiques de défense; ancien vice-ministre allemand des Affaires étrangères et ambassadeur en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis

Asma Jahangir
Ancienne présidente de l'Association du Barreau de la Cour suprême du Pakistan ; ancienne rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction

Yoriko Kawaguchi
Ancienne ministre japonaise des Affaires étrangères ; ancienne ministre de l'Environnement

Wadah Khanfar
Co-fondateur, Forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Wim Kok
Ancien Premier ministre des Pays-Bas

Andrey Kortunov
Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev
Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Ricardo Lagos
Ancien président du Chili

Joanne Leedom-Ackerman
Ancienne secrétaire internationale de PEN International ; romancière et journaliste, Etats-Unis

Helge Lund
Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Shivshankar Menon
Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh
Directeur du Programme sur le droit international et les conflits armés de la Faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni
Président et directeur général de MOBY Group

Marty Natalegawa
Ancien ministre indonésien des Affaires étrangères, représentant permanent auprès de l'ONU et ambassadeur au Royaume-Uni

Roza Otunbayeva
Ancienne présidente de la République kirghize ; fondatrice de la « Roza Otunbayeva Initiative », fondation internationale publique

Thomas R. Pickering
Ancien sous-secrétaire d'Etat américain ; ambassadeur des Etats-Unis aux Nations unies, en Russie, en Inde, en Israël, au Salvador, au Nigéria et en Jordanie

Olympia Snowe
Ancienne sénatrice américaine et membre de la Chambre des représentants

Javier Solana
Président du Centre pour l'Economie globale et la Géopolitiques ESADE ; membre émérite, The Brookings Institution

Alexander Soros
Membre, Open Society Foundations

George Soros
Président, Open Society Institute ; président du Soros Fund Management

Pär Stenbäck
Ancien ministre finlandais des Affaires étrangères et de l'Education ; président du Parlement culturel européen

Jonas Gahr Støre
Chef du Parti travailliste norvégien et du groupe parlementaire du Parti travailliste ; ancien ministre norvégien des Affaires étrangères

Lawrence H. Summers
Ancien directeur du Conseil de la sécurité économique et secrétaire du Trésor des Etats-Unis ; président émérite de l'Université de Harvard

Helle Thorning-Schmidt
Directrice générale de Save the Children International ; ancienne Première ministre du Danemark

Wang Jisi
Membre du comité de conseil en politique étrangère du ministère des Affaires étrangères chinois ; ancien directeur, Ecole des affaires internationales, Université de Pékin

CONSEIL PRESIDENTIEL

Groupe éminent de donateurs privés et d'entreprises qui apportent un soutien et une expertise essentiels à Crisis Group.

ENTREPRISES

BP
Shearman & Sterling LLP
Statoil (U.K.) Ltd.
White & Case LLP

DONATEURS PRIVES

(5) Anonyme
Scott Bessent
David Brown & Erika Franke
Stephen & Jennifer Dattels

Herman De Bode
Reynold Levy
Alexander Soros

CONSEIL CONSULTATIF INTERNATIONAL

Donateurs privés et entreprises qui fournissent une contribution essentielle aux activités de prévention des conflits armés de Crisis Group.

ENTREPRISES

APCO Worldwide Inc.
Atlas Copco AB
BG Group plc
Chevron
Edelman UK
HSBC Holdings plc
MetLife
Shell
Yapi Merkezi Construction and Industry Inc.

DONATEURS PRIVES

(2) Anonymous
Mark Bergman
Stanley Bergman & Edward Bergman
Elizabeth Bohart
Neil & Sandra DeFeo Family Foundation
Sam Englehardt
Neemat Frem
Seth & Jane Ginns
Ronald Glickman

Rita E. Hauser
Geoffrey R. Hoguet & Ana Luisa Ponti
Geoffrey Hsu
Faisal Khan
Cleopatra Kitti
Virginie Maisonneuve
Dennis Miller
Kerry Propper
Nina K. Solarz

CONSEIL DES AMBASSADEURS

Les étoiles montantes de divers horizons qui, avec leur talent et leur expertise, soutiennent la mission de Crisis Group.

Luke Alexander
Gillea Allison
Amy Benziger
Tripp Callan
Victoria Ergolavou
Christina Bache Fidan

Beatriz Garcia
Lynda Hammes
Matthew Magenheim
Madison Malloch-Brown
Peter Martin
Megan McGill

Rahul Sen Sharma
Leeanne Su
AJ Twombly
Dillon Twombly
Grant Webster

CONSEILLERS

Anciens membres du Conseil d'administration qui maintiennent leur collaboration avec Crisis Group et apportent leurs conseils et soutien (en accord avec toute autre fonction qu'ils peuvent exercer parallèlement).

Martti Ahtisaari
Président émérite
George Mitchell
Président émérite
Gareth Evans
Président émérite
Kenneth Adelman
Adnan Abu-Odeh
HRH Prince Turki al-Faisal
Óscar Arias
Ersin Arıoğlu
Richard Armitage
Diego Arria
Zainab Bangura
Shlomo Ben-Ami
Christoph Bertram
Alan Blinken
Lakhdar Brahimi

Zbigniew Brzezinski
Kim Campbell
Jorge Castañeda
Naresh Chandra
Eugene Chien
Joaquim Alberto Chissano
Victor Chu
Mong Joon Chung
Pat Cox
Gianfranco Dell'Alba
Jacques Delors
Alain Destexhe
Mou-Shih Ding
Uffe Ellemann-Jensen
Gernot Erlor
Marika Fahlén
Stanley Fischer
Carla Hills
Swanee Hunt

James V. Kimsey
Aleksander Kwasniewski
Todung Mulya Lubis
Allan J. MacEachen
Graça Machel
Jessica T. Mathews
Barbara McDougall
Matthew McHugh
Miklós Németh
Christine Ockrent
Timothy Ong
Olara Otunnu
Lord (Christopher) Patten
Victor Pinchuk
Surin Pitsuwan
Fidel V. Ramos